

AIAACE VOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne
AVRIL 2021 • n°118



Nanotechnologie
contre le **COVID-19**
P 22



Interview with
Vice-President
Margaritis Schinas

Movement is life
and every move
counts. P 46



About VOX 118

- 3 On VOX 118
- 4 Post tenebras, lux
- 6 Nouvelle Présidente de AIACE internationale

European Union

- 8 Interview with Vice President Schinas
- 14 Conference 2021 la démocratisation de l'union exige la suppression du véto

Articles

- 17 COVID-19 AND EU PUBLIC FINANCES
- 20 La naissance de l'internet
- 22 Nanotechnologie contre le Covid19
- 25 Erasmus et Erasmus +
- 30 Hitler's Cosmopolitan Bastard
- 33 Leben auf dem Dorfe
- 35 Ten years a commissioner
- 38 Movement is life and every move counts.
- 40 Ils voyagèrent.

41 Letters to the Editor

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Jean-Guy Giraud
Erik Halskov
Egon C. Heinrich
Elisabeth Helander
Didier Hespel
Belinda Pyke
Heinz Zourek

Éditeur responsable : Joaquín Díaz Pardo

Rédacteur en Chef : Maruja Gutiérrez,
marujagutierrezdiaz@gmail.com

Avec la collaboration du Secrétaire général Didier Hespel
didier.hespel@telenet.be

Design, impression et distribution: **OIB**

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne
N105 00/036 (avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)
Tel: 02-295.29.60 - Email: aiace-int@ec.europa.eu
Numéro d'entreprise 0408999411
Internet: <http://www.aiace-europa.eu>
Tirage du "VOX": 25.830 exemplaires

AIACE international

- 44 Une victoire de l'aiace contre une discrimination a l'égard des pensionnes
- 45 A victory for aiace against discrimination against pensioners
- 46 Envie de retrouver d'anciens collègues ?
- 47 Would you like to find former colleagues?

Vie de l'aiace

- 48 Thoughts on the Brexit trade deal and its consequences
- 50 La vie de la section-Luxembourg de l'AIACE.
- 51 Vie de l'aiace Österreichische Sektion.
- 53 Deutsche Sektion
- 54 Voluntariado em tempo de pandemia
- 55 Zoom! Zoom! Zoom!!!
- 57 Still zooming along ...
- 59 AIACE Ireland
- 62 Going for a variety of hybrid and remote events
- 64 La communication dans tous ses états pour AIACE France !

In Memoriam

- 66 Abdoul Aziz MBAYE
- 67 Ils nous ont quittés

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez l'obligeance de remplir le formulaire sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the bottom of the form.

On VOX 118



**Maruja
Gutiérrez**

This is the third issue of VOX in Covid times. For the third time, contributions from national sections touch once and again on the impact of the pandemic. All with a great deal of resolve; all making good of what can be—volunteers work, enhanced use of digital devices, new ways of meeting and working – and more.

Vice-President Margaritis Schinas, interviewed by AIACE President Joaquín Díaz Pardo, speaks also about the exceptional situation the world is going through and how the European Union is deploying exceptional measures to cope with its consequences, and he gives us a global view on his wide and important portfolio.

There is some good news about this issue. The first one is that we keep getting more contributions, excellent unexpected contributions. You will find for example the first presentation of a book by ex-Commissioner Liikanen and an article on COVID and EU fiscal policies by ex-Director-General Edith Kitzmantel.

There is also a detailed and well documented article on Erasmus and Erasmus +, which has got us thinking about a possible new section reviewing EU policies and actions, such as Erasmus, with a substantial European impact.

A second one, that we are getting also more letters to the editor. Two issues of VOX 117 seem to have captured the attention of our readers: the ongoing discussion about green policies and Eric Halskov's article "But we won the war". We have selected some of them for publication.

But the main news in this issue is the election of the new President and Vice-President of AIACE International: Dominique Deshayes (the first woman at the helm of AIACE International) and Panos Carvounis. We have kept open this issue for this announcement, and we much appreciate that Dominique has sent us her first contribution as President not two hours after her election.

As a farewell, we wish to thank and to congratulate President Díaz Pardo for his remarkable work for AIACE. His active cooperation with the Commission, sometimes highly visible as in the signature of the renewed Cooperation and Partnership Agreement, sometimes in silence ("in the backstage" as he uses to say), as in a continuing and fruitful dialogue with DG HR and PMO, and his initiative on European Civil Service are achievements we will remember and he may be proud of. Let me thank him also his active interest and support for VOX, as an important communication tool with all pensioners. ■



Post tenebras, lux



**Joaquín
Díaz Pardo**

"[.....] porque no es posible que el mal ni el bien sean durables, y de ahí se sigue que, habiendo durado mucho el mal, el bien está ya cerca". (Don Quixote, Ière Partie, Chap. XVIII)

Certainement le cauchemar de la pandémie Covid-19 depuis plus d'un an marquera, et le fait déjà, notre histoire récente. Mais 2021 devrait être l'année de l'espoir. Sans doute, le courage—une des "deux belles filles" de l'espoir - devra continuer à nous guider et à présider l'Europe et nous tous : L'Union, comme on le soulignait dans le VOX 117, avait fait preuve de détermination, avec une réponse coordonnée, tant au niveau des ressources—tout en ouvrant d'ailleurs des fenêtres d'opportunité de mise en commun de souveraineté—comme, par la suite, au niveau sanitaire notamment en ce qui concerne une stratégie et une action communes au sujet des vaccins. Comment ne pas

mettre en évidence que ces dernières ont été mises en œuvre *de facto*, en l'absence d'une politique commune dans les Traités, qui sera sûrement appelée à cimenter une politique commune sanitaire ? Une troisième vague de cette pandémie secoue toujours violemment l'Europe au moment où j'écris ces mots. Préserver la santé chez nous est un impératif vital dans la situation exceptionnelle que nous subissons, en tenant compte de notre âge et ses fragilités inhérentes. Avec une vue d'espoir sur l'avenir de l'Union et sur la reconstruction du tissu socio-économique ; avec notre regard vers les générations qui nous suivront. Cela veut dire vers l'avenir de l'Europe.

Comme la Présidente von der Leyen le soulignait dans un message au début de l'année, les projets pour la reconstruction économique présupposent que nous allons réussir à vaincre la pandémie en premier lieu en vaccinant un maximum d'Européens.

Nos sociétés et leurs citoyens font toujours preuve du courage pour faire face et essayer de surmonter une crise sanitaire et socio-économique sans précédents depuis la 2^{ème} guerre mondiale.

En même temps que s'ouvre la Conférence sur l'avenir de l'Europe – appelée à promouvoir le dialogue entre citoyens, société civile et les institutions européennes – les priorités de l'Union concentrées notamment sur le " green deal " et " l'agenda digital " devront être amorcées tout au long de de cette année 2021 marquée par l'espoir. En parallèle, les nécessaires programmes de reconstruction devront être mis en œuvre dans les Etats membres, où le levier du fond européen et l'action de la BCE joueront un rôle de premier ordre. Un chantier plein de défis où notre Europe doit se prouver une fois de plus.

Approfondir le projet européen vers une souveraineté européenne devra être toujours la consigne pour nous les convaincus de l'UE. L'Europe du lendemain de la Covid ne pourra pas, ne devra pas être la même dans des scénarios géopolitiques en transformation, dans un monde avec de nouveaux rapports de forces où l'Europe est défiée à être un acteur global. Je me trouve parmi ceux qui croient que l'Union en sortira renforcée.

Sur cette toile de fond et dans le contexte des nombreuses difficultés dans notre travail, dont vous êtes conscients, l'AIACE n'a pas cessé d'être au service de

l'ensemble des retraités en coordination avec l'administration. Dès que l'opération concertée au niveau européen était mise en œuvre, notre association a fait le nécessaire auprès de la Commission pour que les administrations nationales soient saisies afin d'assurer l'accès aux vaccins de l'ensemble de retraités des institutions, indépendamment de leur résidence ou nationalité.

Ce numéro 118 du VOX sera sous vos yeux ou dans vos mains – comme je l'espère – au moment où vous pourriez peut-être déjà bénéficier de cette campagne de vaccination.

L'immunité à terme, comme effet des vaccinations, sera de nature à nous montrer un peu de lumière après tout ce temps de ténèbres. *Post tenebras, lux.*

Le mal ne peut pas, ne doit pas être durable comme Don Quixote, qui dans ce roman universel partage avec son fidèle écuyer :

" Apprends Ô Sancho,que tous ces orages dont nous somme assaillis sont autant des signes que le temps va enfin reprendre sa sérénité et nos affaires un meilleur cours ; car il est impossible que le bien ou le mal soient durables : d'où il suit que le mal ayant beaucoup duré, le bien doit être proche. Ainsi tu ne dois pas t'affliger... "

Puis-je adhérer à un tel vœu que je vous souhaite de tout cœur. ■

“
**nous allons
réussir à
vaincre la
pandémie
en premier
lieu en
vaccinant un
maximum
d'Européens**
”



A portrait of Dominique Deshayes, a woman with short, light-colored hair featuring a prominent pink streak. She is wearing a black leather motorcycle jacket over a white, textured top. She is looking slightly to the right of the camera with a gentle smile. The background is a plain, light grey.

*Nouvelle Présidente de
l'AIACE internationale*

**Dominique
Deshayes**

Au moment même de mettre ce numéro sous presse, que notre magnifique rédactrice en chef Maruja avait gardé au frais, le Conseil d'administration de l'AIACE internationale m'a élue Présidente.

Je mesure pleinement l'honneur qui m'est fait et ferai tout pour en être digne, première femme à exercer cette fonction.

J'ai exercé l'essentiel de mes 35 ans de carrière au sein de l'Administration de la Commission avant d'exercer les fonctions de chef d'unité, puis de directeur du PMO. De ce fait, je connais parfaitement les questions qui nous concernent, au premier chef, le RCAM et les pensions. Les rouages du fonctionnement de ces dossiers me sont très familiers. J'ai gardé de nombreux contacts dans ces services, contacts qui ne m'empêchent naturellement pas de garder mon libre arbitre à leur égard, lorsque c'est nécessaire. J'ai exercé pendant 5 ans les fonctions de Secrétaire générale de l'AIACE Internationale, et je préside la Section France depuis deux ans, ces deux fonctions m'assurent une bonne connaissance de l'AIACE.

Notre Association fonctionne bien et j'aurai à cœur que la transition soit fluide et conviviale après le travail considérable effectué par mon prédécesseur Joaquin Diaz Pardo et son équipe.

Avec le bureau et Panous Carvounis, nouveau vice-président, je souhaite exercer cette fonction dans un esprit de totale collaboration et de bienveillance mutuelle entre les sections.

Sur un plan plus personnel, je suis grand-mère de 12 petits enfants, visiteuse de prisons et Coordinatrice Droits des Femmes pour Amnesty International Belgique.

Dominique Deshayes

Le Conseil d'administration de l'AIACE a procédé à l'élection des président et vice-président les 16 et 17 mars 2021. Les candidats étaient D. Deshayes et Chr. Waeterloos à la présidence et P. Carvounis à la vice-présidence. Sont élus pour un mandat de trois ans :

Président : **D. Deshayes**

Vice-président : **P. Carvounis**

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration a désigné

D. Hespel comme Secrétaire général et **M. Oostens** comme Trésorier général.

La Présidente a présenté la composition de son Bureau au Conseil d'administration, qui l'a confirmée : **M. Clegg, M. Gutiérrez, E. Helander, M. Hocken, M. Théâtre, H. Zourek** et **Chr. Waeterloos**

The AIACE Management Board elected its President and Vice-President on 16 and 17 March 2021. Candidates were D. Deshayes and Chr. Waeterloos for the Presidency and P. Carvounis as Vice-President. Elected for a three-year term :

President : **D. Deshayes**

Vice-President : **P. Carvounis**

On a proposal from the President, the Management Board appointed

D. Hespel as Secretary General and **M. Oostens** as Treasurer General.

The Management Board confirmed the composition of the Bureau, as designated by the President : **M. Clegg, M. Gutiérrez, E. Helander, M. Hocken, M. Théâtre, H. Zourek** et **Chr. Waeterloos**

Entretien avec le Vice-président

Margaritis Schinas

Par Joaquín Díaz Pardo



Le Vice-président Margaritis Schinas nous avait confirmé sa participation aux ASSISES qui devaient se tenir à Loutraki en Mai 2020. Hélas, ça n'a pas pu être le cas et un report à cette année-ci non plus, la fatalité de la pandémie du Covid ne l'ayant pas permis. Nous avons alors demandé au Vice-président de nous rendre visite dans la revue de l'AIACE en nous accordant cette interview.

Le parcours du Commissaire et Viceprésident Schinas (Thessalonique, 1962) est assez impressionnant. Il est un cas unique et remarquable – une carrière intégrale au sein de la Fonction Publique européenne.

En effet, diplômé en droit de l'Université de Thessalonique et après la London School of Economics et le Collège d'Europe à Bruges, il entre à la Commission en 1990 comme jeune administrateur à l'ancienne DG VII, (où nous nous sommes croisés et devenus collègues et amis). Depuis lors, une longue et brillante carrière, toujours dans la FPE, l'a amené à son poste actuel comme Vice-président chargé de la promotion de notre mode de vie européen.

Il s'agit d'un vaste portefeuille, qui couvre entre autres le nouveau Pacte sur la migration et l'asile, la coordination de l'Espace européen de l'éducation et des travaux sur l'inclusion pour construire une véritable Union d'égalité et de diversité.

Merci Vice-président, cher Margaritis, de nous accorder cette interview pour notre revue de l'AIACE, association représentant les anciens de la Fonction Publique Européenne.

L'AIACE, qui avait lancé une initiative sur la fonction publique européenne (FPE), suivie d'une déclaration envoyée à la Présidente von der Leyen, a été associée à l'exercice en cours en matière de ressources humaines. Quel est votre avis sur la nature unique de la FPE et son avenir ?

La fonction publique européenne est un organe unique qui rassemble des citoyens de l'Union européenne issus de différents États membres et cultures, qui sont tous désireux de consacrer leurs carrières au projet européen et de se mettre au service des citoyens européens en toute loyauté.

Les fonctionnaires européens doivent être résilients, multilingues et flexibles, et faire preuve d'une certaine capacité à s'adapter et à réagir rapidement aux nouveaux défis.

Comme vous le savez, la Commission européenne élabore actuellement une nouvelle stratégie en matière de ressources humaines afin de veiller à ce que la FPE continue d'évoluer pour relever les défis de demain.

Les principaux domaines sur lesquels elle se concentrera porteront sur comment attirer, faire évoluer et retenir du personnel de tous les États membres; avec des procédures de recrutement plus rapides, plus simples et plus modernes. Il est aussi important d'assurer des parcours de carrière plus simples, plus équitables et plus attrayants, pour tous les grades du personnel, en tous lieux.

En d'autres termes, nous développerons l'organisation en faisant évoluer notre personnel.

“
Les fonctionnaires européens doivent être résilients, multilingues et flexibles,
”

La pandémie a sans nul doute modifié notre manière de travailler et les enseignements tirés seront intégrés dans la nouvelle stratégie en matière de ressources humaines.

Votre portefeuille porte un titre fort, disons, innovateur : " Promouvoir le style de vie européen ". Pourquoi ce titre ? Qu'est-ce qu'il comporte ?

Les compétences qui m'ont été confiées en tant que vice-président englobent l'éducation et la culture, l'emploi, la sécurité, les migrations, ainsi que la santé et l'égalité. Politiques qui représentent les composantes essentielles de notre mode de vie et modèle de société.

Mais ce sont les citoyens qui constituent le fil conducteur commun à chacune de ces compétences. Il s'agit avant tout de défendre la prémisse simple mais essentielle que tout le monde compte, que personne ne soit laissé pour compte et que tous aient accès aux mêmes droits et opportunités.

Les citoyens sont au cœur de l'action que nous menons pour améliorer l'éducation dans l'Union, de nos travaux en matière de santé, de nos efforts pour assurer la sécurité de notre Union et consolider notre politique migratoire. Ces domaines d'action sont explicitement axés sur l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

L'Union peut vraiment faire une différence concrète sur le terrain. Je m'efforce de veiller à ce que nos travaux pour une Europe qui protège et une Europe des opportunités restent centrés sur les personnes.

Dans la mise en œuvre de votre portefeuille, quelles sont les priorités

définies ? Et dans ce contexte, comment concevoir et mettre en œuvre une politique d'immigration européenne ?

Nous avons besoin d'un nouveau départ en matière de migration. Dans le plein respect des valeurs européennes et des droits fondamentaux, nous devons trouver un juste équilibre entre solidarité et responsabilité dans la gestion des migrations et inclure les dimensions extérieure et intérieure de la migration.

Une migration légale bien gérée est essentielle pour doter nos marchés du travail des talents et des compétences appropriées. Nous aurons également besoin de mesures visant à attirer les travailleurs migrants et, pour ce faire, nous lancerons des 'partenariats de talent' avec des partenaires clés.

Le nouveau pacte sur la migration et l'asile, présenté le 23 septembre 2020 et actuellement débattu au Conseil et au Parlement, reconnaît qu'aucun État membre ne devrait assumer une responsabilité disproportionnée et que tous les États membres devraient constamment contribuer à la solidarité.

Les possibilités de solidarité au-delà de la relocalisation sont élargies et complétées par des programmes de " parrainage pour le retour ", dans le cadre desquels un État membre s'engage à soutenir les retours d'un autre État membre. Dans des circonstances particulières, la solidarité peut inclure d'autres contributions, telles que le renforcement des capacités en matière d'asile, d'accueil ou de retour; ou la coopération avec les pays tiers d'origine ou de transit concernés.

Nous avons adopté une approche axée sur l'humain et empreinte d'humanité. Et les pays qui remplissent leurs obligations



juridiques et morales ou qui sont plus exposés que les autres doivent pouvoir compter sur la solidarité de toute notre Union européenne.

Dans cette perspective et depuis l'adoption du fonds "NextGenerationEU", quel est votre jugement du parcours ayant amené à cet acquis ?

Une des principales leçons à tirer de la pandémie est que le monde d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec le monde d'il y a un an. Pour l'Europe, le moment est donc venu de montrer la voie à suivre afin de sortir de cette fragilité pour acquérir une vitalité nouvelle. Nous avons choisi non seulement de réparer et de nous rétablir ici et maintenant, mais aussi de créer un mode de vie meilleur pour le monde de demain.

C'est la raison d'être de l'instrument de relance NextGenerationEU qui mettra

à disposition 750 milliards d'euros pour soutenir les réformes et les investissements entrepris par les États membres.

Nous avons maintenant l'occasion de façonner le changement en créant des perspectives pour le monde de demain, et non pas en établissant simplement des plans d'urgence pour le monde d'hier.

L'objectif est d'atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 et de rendre les économies et les sociétés européennes plus durables, plus résilientes et mieux préparées aux défis posés par les transitions écologique et numérique et aux possibilités qu'elles offrent.

En apportant un soutien financier à grande échelle aux investissements et aux réformes, la facilité permettra de mieux préparer les États membres à une reprise

“
Une migration légale bien gérée est essentielle pour doter nos marchés du travail des talents et des compétences appropriées
”

durable. La facilité est étroitement alignée sur les priorités de la Commission afin de garantir, à long terme, une reprise durable et inclusive qui favorise les transitions écologique et numérique.

Peut-on considérer que cette action exceptionnelle de déploiement des ressources et son encadrement est une fenêtre d'opportunité en vue d'une prochaine réforme du Traité dans le sens d'une intégration fiscale et une plus grande souveraineté économique autour de l'Eurozone ?

L'Union européenne et ses États membres ont réagi à une crise inédite par une réponse sans précédent. En montrant qu'elle était unie et à la hauteur de la tâche, l'Europe a apporté la stabilité nécessaire à nos économies. La Commission a immédiatement déclenché la clause dérogatoire générale pour la première fois de notre histoire. Nous avons assoupli nos règles en matière de fonds européens et d'aides d'État. Nous avons autorisé plus de 3 trillions d'euros d'aide en faveur des entreprises et de l'industrie: des pêcheurs en Croatie et des agriculteurs en Grèce, aux PME en Italie et aux travailleurs indépendants au Danemark. La Banque centrale européenne a pris des mesures décisives dans le cadre de son programme d'achats d'urgence face à la pandémie. La Commission a proposé et les leaders européens ont approuvé, en un temps record, NextGenerationEU et un budget remanié. Il combine investissements et réformes indispensables.

Pour la première fois – et pour des temps exceptionnels – l'Europe a mis en place ses propres instruments communs pour compléter les stabilisateurs budgétaires nationaux. C'est un moment d'unité remarquable pour notre Union, qui devrait susciter notre fierté collective.

Mais, tout comme le virus, l'incertitude persiste – ici en Europe et dans le monde. Ce n'est donc sûrement pas le moment de relâcher nos efforts. Une politique de soutien reste nécessaire à nos économies, et il nous faudra trouver un délicat équilibre entre appui financier et viabilité budgétaire. À plus long terme, un renforcement de l'Union économique et monétaire constitue le meilleur moyen d'assurer la stabilité et la compétitivité.

À propos de souveraineté, est-il à prévoir à l'avenir une politique commune de Santé proprement dite ? Y compris une action de renforcement de mise en commun de recherche en matière épidémiologique ?

Le virus a mis en lumière les failles de nos systèmes de santé et les limites d'un modèle bâti exclusivement autour de compétences nationales. Partout en Europe, au cours de l'année dernière, nos systèmes de santé et nos travailleurs ont fait des miracles. Chaque pays s'est efforcé d'agir le mieux possible pour ses citoyens.

La Commission aussi a joué un rôle significatif et sans précédent. Nous avons travaillé avec les industriels européens pour accroître la production de masques, de gants, de tests et de respirateurs. Nous avons assuré une approche coordonnée et cohérente dans l'achat des vaccins. Nous devons maintenant tirer les premiers enseignements de la crise sanitaire. Nous devons améliorer notre état de préparation et notre gestion des crises liées aux menaces sanitaires transfrontalières. Nous avons proposé de renforcer le rôle et les pouvoirs de l'Agence européenne du médicament (EMA) et de l'ECDC — notre centre de prévention et de contrôle des maladies.

Nous proposons de créer une agence de recherche et de développement biomédical

“
Le virus a mis en lumière les failles de nos systèmes de santé et les limites d'un modèle bâti exclusivement autour de compétences nationales.
”

avancé au niveau européen (HERA), comme cela existe aux États-Unis. Cette nouvelle agence appuiera notre capacité et notre préparation face aux menaces et aux situations d'urgence transfrontalières, qu'elles soient d'origine naturelle ou humaine.

Nous avons besoin de réserves stratégiques pour réduire la dépendance de notre chaîne d'approvisionnement, notamment pour les produits pharmaceutiques. Bien qu'on ait pu bâtir les débuts d'une union de la santé sur la base des Traités existants, il est plus manifeste que jamais que tôt ou tard la question des compétences en matière de santé sera posée.

Quelle Europe est à prévoir et possible dans la post-pandémie ?

La pandémie – et l'incertitude qui l'accompagne – n'est pas terminée. Et la relance en est encore à ses débuts. Notre première priorité est donc de nous aider mutuellement à sortir de la crise. D'être là pour ceux qui en ont besoin.

Grâce à notre économie sociale de marché sans égale, l'Europe est précisément à même de le faire. Il s'agit avant tout d'une économie humaine qui nous protège contre les grands risques de la vie – la maladie, les accidents de la vie, le chômage ou la pauvreté. Elle offre une stabilité et nous aide à mieux absorber les chocs. Elle crée des opportunités et de la prospérité en promouvant l'innovation, la croissance et des conditions de concurrence équitables.

Jamais cette promesse durable de protection, de sécurité, de stabilité et d'opportunité n'a été plus importante qu'aujourd'hui. La crise du COVID-19 exige que notre



action porte immédiatement sur la santé publique, la stabilisation du marché du travail et la résilience sociale.

Notre instrument InvestEU soutiendra en particulier la transition écologique et la numérisation dans l'UE au cours de la phase de reprise.

La politique de cohésion soutient également tous les États membres et toutes les régions dans la transition écologique, conformément au pacte vert pour l'Europe. Dans les années à venir, elle continuera d'aider les régions d'Europe à anticiper et à gérer la transition à long terme vers une économie neutre pour le climat et à améliorer la compétitivité de leurs économies. La politique de cohésion devrait investir plus de 100 milliards d'euros dans des projets liés au climat et à l'environnement au cours des 7 prochaines années.

Le Fonds pour une transition juste vise à alléger les coûts sociaux et économiques découlant de la transition vers une économie neutre pour le climat, dans les territoires les plus touchés. Le financement permettra de soutenir des programmes de formation et de reconversion pour les travailleurs atteints, contribuant ainsi à créer une économie plus durable, plus compétitive et plus résiliente. ■

CONFÉRENCE 2021

LA DÉMOCRATISATION DE L'UNION EXIGE LA SUPPRESSION DU VÉTO

Il est entendu que le principal thème de la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Union sera celui de sa démocratisation: comment faire en sorte que les citoyens européens reprennent intérêt et confiance dans les affaires de l'Union et dans son caractère démocratique ? Un tel sujet se prête à d'amples et utiles développements sur l'information et la participation du public aux débats relatifs à l'évolution générale de l'Union, sur le développement des politiques qui les concernent le plus directement (sociales, environnementales, sanitaires, ...), sur le respect des droits fondamentaux, etc ...



Jean-Guy
Giraud

Mais il doit aussi porter, plus concrètement, sur la démocratisation des procédures de décision de l'Union: comment assurer que ces procédures soient non seulement efficaces mais aussi prises dans l'intérêt du plus grand nombre et dans le respect de règles démocratiques élémentaires ?

La règle anti-démocratique de l'unanimité/véto

À cet égard, un problème majeur ne pourra pas être esquivé par la Conférence : celui du droit de véto que possède actuellement chacun des 27 gouvernements sur les principales décisions de l'UE. On sait, en résumé, que ces décisions sont soumises à la fois à l'accord politique préalable et unanime du Conseil européen et au vote à l'unanimité du Conseil de Ministres.

Cette exigence d'unanimité est anti-démocratique sous deux aspects :

elle accorde le même poids à des gouvernements qui représentent des populations très inégales : ainsi le vote—et donc le droit de véto—de Malte (0,4 millions) pèse autant que celui de l'Allemagne (80 millions), elle exclut de la décision le Parlement européen (1) pourtant expressément et directement élu—en pourcentage des populations—pour représenter les citoyens.

Une règle au coeur même du système

Cette anomalie n'est pas un phénomène marginal. Elle est au contraire au coeur même du processus décisionnel. Dans le cas du Conseil de Ministres, celui-ci doit statuer à l'unanimité dans pas moins de ... 70 cas/

Conférence sur l'avenir de l'UE

Parlement, Conseil et Commission sont tombés d'accord le 10 Mars 2021 sur les modalités et la date de lancement (9 Mai 2021) de la **"Conférence sur l'avenir de l'UE"**. Cet exercice, sans précédent à l'échelle de l'UE27, pourra constituer **un grand moment démocratique** pour l'ensemble des citoyens européens. Il devra toutefois faire face à d'évidentes difficultés d'organisation et comportera même quelques risques politiques—notamment du fait de la probable mobilisation de courants eurosceptiques dans plusieurs Etats. Mais, pour être vraiment honnête vis à vis de l'opinion, la Conférence devra comporter un volet **sur la gouvernance de l'Union** afin de répondre à une simple question : comment, **en pratique**, mettre en oeuvre les aspirations—et comment tenir compte des critiques—qui s'exprimeront

dans le débat ? Par exemple : quelles réformes institutionnelles seront nécessaires pour renforcer la politique européenne de santé publique—comment protéger efficacement l'état de droit—comment surmonter le droit de véto—peut-on poursuivre les élargissements sans adapter les mécanismes institutionnels— etc ... Tant sur les questions (principales) de fond que sur celles de gouvernance, l'AIACE pourra jouer un rôle utile grâce à l'expérience et l'engagement de ses membres.

NB voir l'excellente présentation de la Conférence sur le site de Toute l'Europe
<https://www.touteurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-la-conference-sur-l-avenir-de-l-europe.html>

articles des traités. La plupart de ces cas concernent des décisions d'un intérêt direct et majeur pour les citoyens : fiscalité, justice, police, politique sociale, citoyenneté, etc ... ainsi que d'autres domaines de caractère plus général mais tout aussi déterminants pour l'ensemble des populations, tels que les accords internationaux, la politique étrangère et de sécurité, la politique monétaire, etc ...

Quant au Conseil européen— qui ne se prononce qu'à l'unanimité des 27 chefs d'Etat ou de Gouvernements—il n'exerce en principe aucune fonction législative directe mais il a cependant accaparé progressivement un pouvoir décisionnel de fait sur les questions les plus stratégiques (2). Sur celles-ci, la Commission a pris l'habitude de lui soumettre au préalable les grandes lignes de ses propositions et de suivre les orientations qu'il lui fixe. De même le Conseil s'estime contraint par ces orientations et, en cas de désaccord en son sein, sollicite fréquemment son arbitrage.

Des "passerelles" infranchissables

Conscients des risques de blocage pouvant être occasionnés par la règle de l'unanimité

au sein du Conseil, les auteurs des traités avaient prévu un mécanisme—dit de "passerelles"— permettant de passer du vote unanime au vote majoritaire (3). Ce mécanisme était susceptible de contourner la règle d'unanimité dans la plupart des domaines concernés—mais il ne pouvait être lui-même déclenché que par une décision unanime. Force est de constater qu'il n'a jamais été appliqué.

Des solutions "simples" sont possibles ...

Au total, on voit donc clairement à quel point cette règle de l'unanimité affecte le caractère démocratique des décisions de l'Union. On voit aussi qu'une limitation de l'étendue d'application de cette règle ne peut être obtenue que par une révision des dispositions concernées des Traités pour le Conseil—ou une application plus souple de celles-ci pour le Conseil européen.

... pour le Conseil ...

En pratique—et sous réserve d'un examen plus approfondi—il apparaît qu'une révision simple pourrait résoudre une bonne partie du problème, au moins pour ce qui

“
Quant au
Conseil
européen
il n'exerce
en principe
aucune
fonction
législative
directe
”

“
Le Parlement devrait y être plus favorable s'agissant de démocratisation du processus décisionnel et du renforcement de son propre rôle.
”

concerne le Conseil. Il suffirait en effet d'assouplir le déclenchement du mécanisme des passerelles: celui-ci pourrait être décidé, non plus par un vote unanime, mais par un vote majoritaire renforcé. Par exemple, le passage au vote majoritaire pourrait être déclenché par un vote réunissant 80% du nombre des Etats et 80% de la population de l'UE⁽⁴⁾. Ainsi, il serait possible à une très large majorité d'Etats membres de surmonter l'opposition, le blocage d'une très faible minorité d'entre eux et de rétablir ainsi une certaine dose de démocratie dans le processus décisionnel. D'autant plus que, le vote majoritaire étant ainsi rétabli pour les secteurs concernés, le Parlement devrait y retrouver son rôle plein de co-législateur.

... et pour le Conseil européen

Pour ce qui concerne les délibérations du Conseil européen, il apparaît illusoire de prétendre modifier la règle du consensus fixée par les traités. Par contre certains aménagements pratiques de son fonctionnement pourraient être envisagés : dissocier la notion de consensus de celle du droit de veto, s'abstenir de prendre des décisions à caractère quasi-législatif, limiter l'agenda et la fréquence des réunions, renforcer le rôle du Président, associer le Président du Parlement à l'ensemble des délibérations, ...⁽⁵⁾

La Conférence préparatoire à une Convention ?

Il est probable que la plupart des Gouvernements ne voient pas d'un bon oeil la Conférence se saisir de questions institutionnelles—et notamment de celle de la règle de l'unanimité. D'ailleurs, le projet de mandat établi par le Conseil prend soin de déclarer : “**The Conference does**

not fall within the scope of Article 48 TE” (révision des traités).

Le Parlement devrait au contraire y être plus favorable s'agissant de démocratisation du processus décisionnel et du renforcement de son propre rôle. La Commission, pour sa part, a déjà proposé certains aménagements du système. Certains États membres—comme la France—semblent ouverts sur la question. Si le PE parvenait à imposer un débat sur ce sujet particulier, ce serait aussi un moyen de faire suivre assez naturellement la Conférence d'une Convention chargée de préparer une révision des traités.

Il est aussi possible que les débats sur les thèmes généraux traités par la Conférence aboutissent naturellement à d'autres propositions de révision par exemple en matière d'environnement, de politique sociale et sanitaire, de politique économique et monétaire, etc ... Tout dépendra bien sûr de l'organisation et de la tournure des débats—mais aussi du contexte politique du moment. ■

(1) Le PE n'a bien sûr aucune emprise sur les délibérations du Conseil européen. Sur les décisions du Conseil prises à l'unanimité, le PE est soit simplement consulté soit appelé à approuver ou rejeter “en bloc” ces décisions sans pouvoir les amender.

(2) voir : <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post/le-conseil-europeen-un-souverain-auto-proclamé-à-la-dérive>

(3) voir une étude exhaustive sur la clause passerelledans : [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_STU\(2020\)659420](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=EPRS_STU(2020)659420)

(4) voir : <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post/veto-delendum-est>

COVID-19 and EU public finances

Introduction

EU Public finances have always been a hotly debated subject. Parliament (EP) and, to a lesser extent, the Commission have pushed for „more Europe“ while Member States (MS) have been reluctant to cede control. Today the lion's share of EU citizens' tax money – as much as 98 %–is still directly spent at national level, and only a slim 2 % are channeled through the common EU-Budget. EU tax matters are among the few areas which still require unanimity in the Council, with the result that little progress is made.

Reflecting this inter-Institutional tug-of-war, the EU Budget is tightly framed both in size and structural detail. The main elements are a firm receipts ceiling, a balanced-budget requirement, a multi-annual framework, detailed annual budget decisions, stringent reporting obligations, and a robust discharge procedure.

A monetary union ties participating countries closely together and thus also exposes them more than otherwise to each other's potential policy slips. Because the EU fiscal governance framework was developed in preparation of EMU, the focus is on national budget discipline.

In a first step, the Maastricht-Treaty of 1992 established common debt and deficit ceilings („Maastricht-criteria“, subsequently set at 60 % and 3%, respectively). From 1997 on these benchmarks were complemented by a periodically refined Stability and Growth Pact which has now reached a high degree of technical sophistication and complexity.

The World before Covid-19

Only a year ago, EU public finances – though still far from perfect–appeared clearly on the path of fiscal virtue.

True, MS had never fully complied with established rules, but after the 2008 financial crisis, progress had been made every single year, bringing the aggregate deficit down to a modest 1/2 % of EU and Euro area GDP.

- True, MS' political commitment had not always been strong, but since 2011 rules and procedures had been considerably tightened.
- True, the fiscal architecture was still incomplete – a tiny slice for the common budget, no European taxes, no anti-cyclical „fiscal capacity“, no common debt emissions – but European integration had always been a stepwise process and new instruments had already been developed.
- True, focussing on individual MS' budget performance had necessarily resulted in a random fiscal stance at EU level, but the effect of fiscal policy on the economy („fiscal multipliers“) was an elusive subject anyway.
- True, the focus on budgetary restraint had disproportionately hit the most „growth-enhancing“ spending categories, from infrastructure investment to education and R&D, but it was up to MS to set the right priorities.



**Edith
Kitzmantel**

Former Director-
General Financial
Control



A Strong, Co-ordinated Policy Response

When the Covid-19 pandemic broke out early last year, the EU Institutions agreed swiftly on a strong and co-ordinated policy response to cushion the impact on incomes and employment and to keep credit channels open.

To provide MS with sufficient budget flexibility, fiscal rules were temporarily suspended, by invoking the General Escape Clause, and state aid rules were temporarily softened.

At EU level, the Commission set up a new loan programme „SURE“¹ which supports short-time work scheme and other measures up to € 100 billion. The European Investment Bank made available an emergency support package for hard-hit small and medium-sized enterprises of up to € 200 billion. The European Stability Mechanism (ESM) offered a Pandemic Crisis Support scheme, available to all Euro area countries up to 2 % of their GDP, and coming with the sole requirement to use the money for Covid-19-related health spending. The ECB

stepped up asset purchases and extended the related programmes to at least end-2023. It also took additional liquidity-enhancing measures to support the flow of credit to the economy, and to provide an effective liquidity backstop to EU central banks.

In December, after 2 ½ years of inter-Institutional negotiation, political agreement was finally reached on the new medium-term budget framework (MFF 2021-27). In parallel, a second medium-term package was adopted („NextGenerationEU“), with an overall volume of € 750 billion, to be committed by end-2024.² Core piece is a new „Recovery and Resilience Facility“ (RFF) amounting to € 672,5 billion, of which € 312,5 billion will be given as grants. The RFF constitutes an historic political breakthrough in several ways: In combination with the MFF it is the largest package ever passed, with priorities co-ordinated between EU and national levels, it is the first time that the Council has, if only temporarily, agreed to deficit financing, and it is also the first time that the Council has agreed to the principle of introducing European taxes, to repay the incurred debt.

Both the regular EU budget and spending under „NextGenerationEU“ will be guided by the four objectives already identified in the 2020 Annual Sustainable Growth Strategy, i.e. environmental sustainability, productivity, fairness and macroeconomic stability. The same applies to the „Recovery and Resilience Plans“ (RRP) which MS are expected to submit to the Commission by end-April 2021.³ At least 37 % of spending must be allocated to the „green transition“ and at least 20 % to the „digital transition“.

Member States, too, have engaged in an emergency response of unprecedented size. The Commission expects that in total, measures decided under the General Escape Clause will amount to € 524 billion,⁴ equivalent to a remarkable 3 ¾ % of EU-GDP. To these „discretionary“ emergency measures have to be added the considerable „automatic“ effects stemming from lower tax receipts and higher unemployment compensation due to a contracting economy, and the RRP stimulus packages in preparation.

1 „Support Mitigating Unemployment Risks in Emergency“.

2 Figures in 2018 prices.

3 See Communication from the Commission, „Annual Sustainable Growth Strategy 2021“ of Sept. 17, 2020.

4 See Economic Commission: Jobs and economy during the coronavirus pandemic, https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/jobs-and-economy-during-the-coronavirus-pandemic_en#flexibilityundertheeufiscalrules

The challenges ahead

In 2020, the pandemic has thrown large parts of the world into recession, with global economic output contracting by some 3 ½ %.⁵ Because it is too early to judge how successful containment measures will be, the outlook for this year and next is surrounded by an unusually high degree of uncertainty.

In the Union containment measures have strongly relied on shutdowns and social distancing. As a result, the recession has been more pronounced than in other advanced economies, with GDP falling in 2020 by over 6 % in the Union and by nearly 7 % in the Euro area (but „only“ -3,4 % in the US). All MS have been affected, with income losses ranging from less than 1% (Lithuania) to 11 % (Spain). Disparities in income and wealth distribution have further widened, as the young, women, low-skilled workers and minorities have been disproportionately hit.⁶

Public finances around the world have been seriously thrown off balance again, even more than by



the 2008 financial crisis. Fiscal deficits in 2020 soared to about 8 1/2 % of GDP in both the Union and the Euro area⁷ (and nearly -19% (!) in the US).⁸ Debt ratios have shot up accordingly.

European fiscal policy now stands at a crossroads, with three major decisions to be taken:

1. In view of a historic slump, urgent spending priorities and historic fiscal imbalances: How to handle the conflict that both robust public spending and restoration of prudent fiscal positions are highly desirable?
2. In view of growing unemployment and inequality, and of high indebtedness of firms and households: How to manage the shift from protective emergency response to structurally sound „NextGenerationEU“ stimulus packages?
3. In view of rising criticism of the EU fiscal governance framework and the fact that central concepts (e.g. „structural balance“, „expenditure rule“) lack meaning in the current context: How to make fiscal rules fully productive in both fat and lean years, and how to simplify them?

All three decisions will require a considerable amount of fresh and bold thinking. For many EU households and firms, the first two decisions will also touch upon existential issues, and thus upon the very functioning of our societies. Much is at stake. ■

Editor's note: A full version of this article can be found at: <https://kurtbayer.wordpress.com/2021/02/20/covid-19-and-eu-public-finances1/>

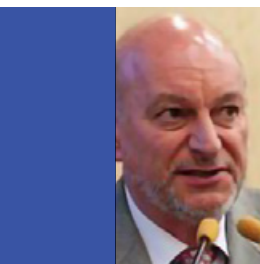
5 See European Commission: European Economy, Institutional Paper 144, Economic Forecast Winter 2021 (Interim), Feb. 11, 2021.

6 In the words of Joseph Stiglitz „COVID-19 has not been an equal opportunity virus.“

7 Commission Autumn 2020 Economic Forecast of Nov. 5, 2020. The IMF „World Economic Outlook“ forecast of Oct. 2020 expects higher figures, i.e. of about 10 % of GDP for both areas.

8 IMF forecast of Oct. 2020.

La naissance de l'internet



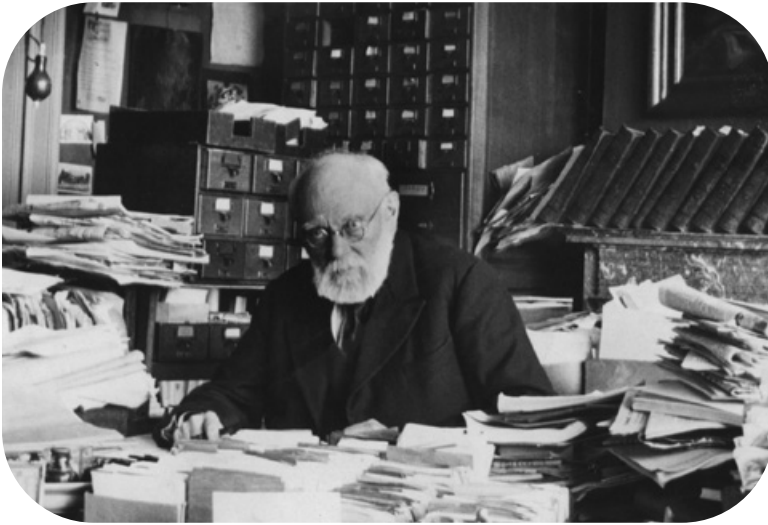
Didier Hespel

Quand on lit les articles sur la naissance de l'internet, on ne trouve généralement que des noms américains, et plus particulièrement à partir des années 1960. Or, s'il est vrai que ce sont eux qui ont mis en pratique l'internet que nous connaissons aujourd'hui, l'idée à la base de l'internet est bien plus ancienne.

En effet, il faut remonter à l'année 1934. Paul Otlet, juriste, pacifiste et utopiste bruxellois, entendait bâtir un pont entre les peuples en leur mettant à disposition une immense encyclopédie universelle, qui serait consultable à l'aide d'un "téléscope électrique" relié à chaque foyer grâce à "un téléphone avec ou sans fil" qui ferait apparaître une "page" sur un "écran". Y a-t-il une meilleure description simplifiée d'Internet ? Il continue : " la Table de Travail n'est plus chargée d'aucun livre. À leur place se dresse un écran et à portée un téléphone. Là-bas, au loin, dans un édifice immense, sont tous les livres et tous les renseignements, avec tout l'espace que requiert leur enregistrement et leur manutention. De là, on fait apparaître

sur l'écran la page à lire pour connaître la question posée ; il y aurait un haut-parleur si la vue devrait être aidée par une audition. Utopie aujourd'hui parce qu'elle n'existe encore nulle part, mais elle pourrait bien devenir la réalité de demain pourvu que se perfectionnent encore nos méthodes et notre instrumentation. "

Pour alimenter ce système, il imagine la monothèque, une " station de travail à utiliser à domicile. Ce meuble était supposé contenir des travaux de référence, des catalogues, les prolongements multimédia de livres traditionnels tels les microfilms, la TV, la radio, et finalement une nouvelle forme d'encyclopédie : l'Encyclopedia Universalis Mundaneum". L'idée du



“
*il imagine la
mondothèque,
une "station
de travail
à utiliser à
domicile*
”

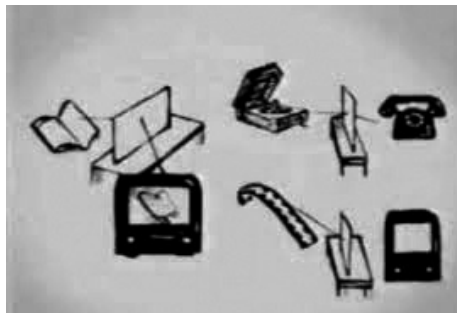
Mundaneum était née ; il existe encore toujours à Mons à l'heure actuelle.

Tout ceci figure dans son " Traité de documentation " paru en 1934, plus de dix ans avant l'article capital " As we may think " de Vannevar Bush (un ingénieur du MIT, considéré un des inspirateurs du web) et près de trente ans avant les travaux de Vinton Cerf (ingénieur américain, un des pionniers de l'internet) sur le système de routage des données. Ce dernier est l'inventeur du protocole TCP/IP, sur la base duquel fonctionne encore toujours l'internet aujourd'hui. Dans son " Traité de documentation ", Paul Otlet préfigurait déjà la visioconférence et le livre " téléphoté " (qu'on peut lire à distance).

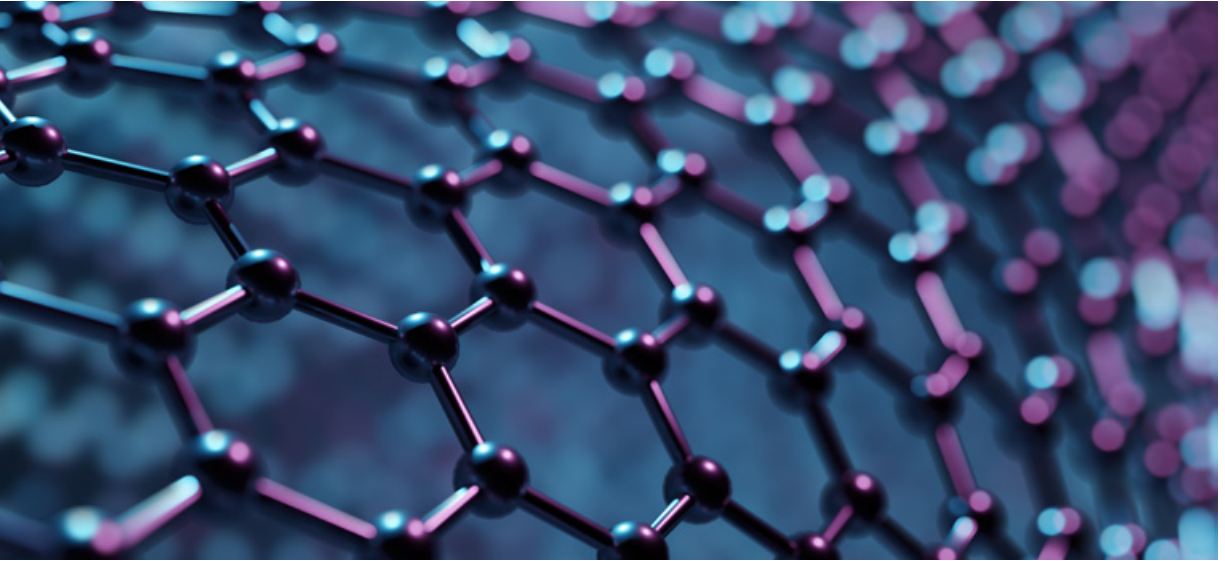
Plus tard, après l'étape intermédiaire d'Arpanet (premier réseau à transfert de paquets, le concept de commutation de paquets devenant par la suite la base du transfert de données sur Internet), Tim Bernes-Lee et Robert Cailliau (encore un

Belge...) ont mis au point au sein du CERN à Genève un système d'information qui deviendra le world wide web. Cailliau, resté largement inconnu, a amplement contribué au développement et à la diffusion de leur invention. Il avait aussi été à l'origine du système hypertexte.

Pour la petite histoire, Paul Otlet est également l'inventeur de la CDU (classification décimale universelle), utilisée jusqu'à nos jours dans toutes les bibliothèques du monde. ■



Nanotechnologie contre la Covid-19



*Marcel
Van de Voorde*

Depuis la fin de 2019, l'épidémie de SARS-CoV-2 a mis en évidence l'importance des nouvelles technologies comme moyen de contenir et d'arrêter la propagation de la maladie. L'absence de médicaments antiviraux ou de vaccins approuvés, ainsi que leur faible efficacité accompagnée d'effets indésirables, nécessitent l'utilisation de nouvelles stratégies thérapeutiques contre le COVID-19. Les approches thérapeutiques classiques sont basées sur des médicaments antiviraux et des molécules adjuvantes déjà utilisées dans d'autres maladies virales, qui peuvent inhiber l'absorption du virus dans les tissus et bloquer l'activité des protéases dans les cellules infectées. Cependant, cette stratégie ne fait que diminuer la répllication du virus et soulager un peu les douleurs.

Quelques Informations sur la Nanotechnologie

La nanotechnologie est déjà devenue une technologie répandue et largement appliquée du 21ème siècle, par exemple en médecine dans l'imagerie, les cosmétiques, l'électronique dans les smartphones, les articles de sport tels que les fusées de tennis, les produits textiles hydrofuges et autonettoyants et à l'avenir, la nanotechnologie sera l'un des principaux défis de notre société.

Une nanoparticule a des dimensions de l'ordre de 1 à 300 nanomètres et un nanomètre est environ cent mille fois plus petit que l'épaisseur d'un cheveu ou d'une feuille de papier. Il se compose de quelques à des milliers d'atomes et forme en fait les éléments constitutifs de la matière et qui est composé sur le principe d'un puzzle Lego.

Ce sont donc des matériaux artificiels qui sont fabriqués de la même manière que les processus naturels.

Les propriétés de l'inconvénient sont complètement différentes de celles des matériaux de base, par exemple l'or jaune est coloré en rouge foncé à l'échelle nanométrique, le nano argent tue les bactéries. Des microscopes puissants permettent des observations à l'échelle nanométrique. Le créneau des nanotechnologies est assez récent, lancé par le président américain Bill Clinton en 2001 et suivi dans le monde entier. Le mécanisme post-transport des vaccins dans l'histoire de Covid-19 remonte à 2018.

La nanotechnologie est une technologie très récente dans laquelle le professeur belge Dr Marcel Van de Voorde, ancien de la Commission Européenne, a fait un travail de pionnier.

Nanotechnologie en médecine

La nano médecine et la nano pharmacie sont maintenant des outils importants dans la lutte contre le nouveau coronavirus, bien que leur utilisation en pratique clinique présente encore de grands défis, principalement en ce qui concerne le comportement in vivo, la toxicité des nano transporteurs, et la production à l'échelle industrielle. Bien que ces éléments n'aient pas encore été pleinement explorés, leur compréhension est essentielle pour la mise en œuvre sûre et efficace des nanotechnologies contre l'infection par le SRAS-CoV-2. L'échec relatif des thérapies antivirales classiques contre le COVID-19 présente à bien des égards une opportunité de stimuler l'utilisation des outils nanotechnologies en virologie

Nanotechnologie et protection contre les virus.

La nanotechnologie peut être utilisée pour empêcher la dissémination virale, et améliorer l'efficacité des équipements de protection. Le coronavirus-2 (SRAS-CoV-2) se propage lorsqu'une personne touche des surfaces contaminées puis touche directement sa bouche, son nez ou ses yeux. Les gouttelettes de virus contaminent les surfaces pendant plusieurs jours, nécessitant un nettoyage et une désinfection de routine. Or l'inactivité du virus sur différentes surfaces est influencée par le type de surface. De nombreux désinfectants de surface commerciaux tuent les virus mais ne protègent pas la surface d'une contamination future, ce qui peut conduire à son retour. Des solutions de nano-revêtement résistant aux virus ont été développées. Le revêtement forme une couche de verre à l'échelle nanométrique sur la surface des matériaux de base, ce qui déjà les rend plus faciles à nettoyer car il est répulsif, mais fournit également une couche antimicrobienne protectrice pour tuer constamment les agents pathogènes. Le microbe est physiquement tué car la nano-substance perce la paroi externe de la cellule. Ces produits offrent une protection antimicrobienne de 12 mois aux zones traitées. Le nano-revêtement est en principe sans danger pour la peau.

Les masques (typiquement chirurgical de type IIR) utilisent actuellement une technologie de barrière et avec deux couches on peut atteindre une efficacité de 99,98%. Cependant, le problème d'avoir un simple filtre passif est que l'on peut piéger des agents pathogènes agressifs, comme le SARS-CoV-2, dans le masque. Si le filtre est ensuite imprégné, le porteur peut finir par inhaler ou expirer l'agent infectant que

“
Des solutions de nano-revêtement résistant aux virus ont été développées.

”

“
***Il en résulte
une réaction
du système
immunitaire
qui combat
le virus et
empêche
ainsi le
développe-
ment de la
maladie.***
”

vous essayez d'arrêter. Ainsi, c'est intéressant d'ajouter une couche antivirale au masque, c'est à dire un mécanisme actif pour tuer les virus, et pas seulement les arrêter. Cela est possible, et le principe actif est l'utilisation de cuivre (un élément pathogène reconnu), mais sous forme de nanoparticules, avec un grand rapport surface / volume. Cette augmentation de la surface effective, associé au fait que les nanoparticules sont de taille comparable à celle du virus (~ 100 nm) se traduit par une efficacité accrue. La plus grande limitation est maintenant la production à grande échelle, pour généraliser l'accès à cette technologie antivirale.

Nanotechnologie et vaccins

Les nouveaux vaccins COVID-19 associent la nanotechnologie et biologie en offrant la possibilité de contourner le système immunitaire pour administrer un traitement aux cellules cibles. Le 18 novembre 2020, BioNtech et Pfizer ont annoncé les résultats finaux de leur essai clinique de phase 3 du vaccin COVID-19 sur BNT162b2. Cela faisait suite à une annonce par Moderna, de résultats préliminaires d'une autre étude de phase 3 d'un vaccin alternatif ARNm-1273. Un problème récurrent dans le développement de médicaments et de vaccins est donc de contourner les mécanismes de défense naturels du corps et d'atteindre les cellules cibles sans être dégradés, et cela concerne aussi le COVID-19. Cette approche de " distribution directe " réduirait également les effets secondaires nocifs. La réponse à ce problème, semble-t-il, réside dans la compréhension des méthodes que la nature a déjà mises au point.

Le BNT162b2 et l'ARNm-1273 utilisent tous deux la même méthode pour éviter le mécanisme de défense naturel du corps, ce qui leur permet de fournir une charge utile médicale aux cellules cibles sans

être dégradées ou détruites. Les vaccins mentionnés ci-dessus suivent les traces d'Onpattro, un médicament mis au point par Alnylam Pharmaceuticals en 2018 lorsqu'ils ont créé le premier médicament siRNA. Onpattro—conçu initialement pour aider les patients atteints d'une maladie neurologique héréditaire—emballe de petites molécules d'ARN interférant dans des nanoparticules lipidiques, c-à-d de graisse. Ce sont ces enveloppes grasses qui aident l'ARNm à passer au-delà des " gardiens " biologiques et qui ont inspiré le mécanisme sur le point d'être utilisé pour combattre le COVID-19. (Traitement approuvé par la FDA en 2018). Ces deux nouveaux vaccins utilisent les nano transporteurs contre le COVID-19 en délivrant de l'ARNm aux cellules, déclenchant la production d'antigènes pour qu'elles commence à créer des anticorps. Il en résulte une réaction du système immunitaire qui combat le virus et empêche ainsi le développement de la maladie. Ils auraient ainsi une efficacité de prévention des infections d'environ 95%. Cette technique diffère considérablement de celles utilisées par les vaccins plus " traditionnels ". Il est clair que les vaccins BNT162b2 et ARNm-1273 constituent une énorme percée de la médecine moléculaire et de la biotechnologie. Mais plus que cela, les trois médicaments montrent que l'administration de médicaments à base de nanoparticules n'est pas seulement une voie de recherche fondamentale, mais peut se traduire en interventions médicales vitales et réussies. Pour moi, l'un des héros de cette histoire est la nanoparticule d'ARN, car c'est l'ARNsi qui a conduit à des vaccins à ARNm. ■

Prof. Dr. Dr. Marcel VAN DE VOORDE a fait un travail de pionnier en nanotechnologie et est connu dans le monde entier : Nanotechnologie est un outil précieux pour les vaccins dans le monde de la virologie et dans la lutte contre le COVID-19



Erasmus et Erasmus +

Origines et impacts?



Jean-Pierre Bobichon

I) QUI EST LE PERE D'ERASMUS ?

Le père d'Erasmus est mort il y a plus de 5 siècles ... Le programme Erasmus quant à lui est né d'un travail collectif digne d'une des meilleures équipes de rugby européenne qui comprenait :

Les arrières suivants, qui rédigeront le 1er projet de programme début 1985:

- Le Gallois Hywel Jones. Celui-ci avait rejoint la Commission européenne en 1973. Avant ce transfert, il était l'assistant du président de l'Université du Sussex, première université britannique à avoir imposé à ses étudiants l'obligation d'une année d'étude dans un autre pays européen. A la Commission, il prend la tête de l'unité " Education " alors rattachée à la DG Recherche (DG XII). Celle-ci sera transférée à la DG Affaires sociales (DG V) où il sera nommé directeur

" Education-Formation " (Direction V-C). En 1976, il lancera le **Programme Commun d'Etudes (PCE)**. Pour la dernière année 1986-1987, ce PCE disposait de 2,2 Mécus pour financer 660 bourses de mobilité d'étudiants dans un réseau de 500 universités ;

- L'Italien Domenico Lenarduzzi, Chef d'unité "Education" et l'Allemand Franz-Peter Küpper,
- L'Anglais Alan Smith, chef du bureau extérieur gérant le PCE.

La base légale proposée dans ce 1er projet du début 1985 était l'article 235 (unanimité car l'éducation n'était pas de compétence communautaire) et l'article 128 (formation professionnelle, majorité simple) et le budget 1987-1989 proposé était dans la lignée du budget du PCE, de l'ordre de la dizaine de MECUS.





Le Milieu de terrain, le Français Michel Richonnier. Prêté en 1981 par la DG V au Commissariat Général du Plan (Paris), il co-rédigera en 1981-1982 le rapport "Quelle stratégie pour la France dans les années 80" (Documentation française, avril 1983) en préconisant "un nouveau programme d'action communautaire de plus grande ampleur (que le PCE) visant à promouvoir l'identité européenne (...)". En 1985, il réintègre la Commission dans le cabinet du Commissaire aux Affaires sociales, Peter Sutherland. A ce titre, il reçoit des arrières le 1er projet de programme pour remplacer le PCE. Il leur repasse ce texte (a) en demandant de **se limiter à l'article 128 sur la formation professionnelle** car les grands Etats membres, dont la France, étaient allergiques à une Europe de l'éducation. Il fallait donc se focaliser sur un seul objectif : Préparer les jeunes à un marché du travail devenu européen ; (b) en "boostant" le Budget envisagé à **175 MECUS** (près de 60 MECUS/an) ; (c) en fixant un objectif pour 1992 ; (d) en demandant un nom accrocheur pour ce programme.

Les arrières reformulent le texte, fixent un objectif (**1992 = 150.000 étudiants**), font du brainstorming et Alan Smith invente

l'acronyme **EuROpean Action Scheme for the Mobility of University Students = Erasmus** = Génial! Nouveau renvoi vers le **milieu de terrain** qui transmet ce dossier à son Commissaire, Peter Sutherland, après avoir convaincu le Français Jean Michel Baer (cabinet du Président Delors), et le Danois Steffen Schmidt (cabinet du Commissaire au budget, Henning Christophersen) d'accepter ce budget sans précédent en démontrant qu'il n'y aurait pas de problème d'absorption (contrairement au Fonds Social Européen qui bien souvent n'arrivait pas à utiliser ses crédits).

Lors de la réunion spéciale des chefs de cabinets chargés d'examiner ce texte, Jean Michel Baer réussira à convaincre les cabinets récalcitrants qu'il fallait soutenir cette proposition "hors norme".

La ligne du centre : Le Commissaire irlandais Peter Sutherland (39 ans) fait adopter par la Commission Delors la **proposition Erasmus le 18.12.1985**. En janvier 1986, l'espagnol Manuel Marin (35 ans) remplace Peter Sutherland. Le 01.12.1986, il constate que le Conseil des Ministres (éducation), sous présidence britannique, est sur le point de supprimer les bourses Erasmus avec l'appui des grands pays qui sont contributeurs nets au budget européen (France et Allemagne)! Il demande alors à Jean Michel Baer d'alerter par téléphone le Président Delors pour lui demander son accord afin qu'il retire la proposition de la Commission. Cet accord obtenu, Manuel Marin retire la proposition à la grande stupeur des Ministres de l'éducation qui n'avaient plus rien à discuter ! Dans sa conférence de presse il déclarera qu'"Erasmus devait se retourner dans sa tombe en apprenant que l'Europe était prête à dépenser une fortune pour ses vaches et rien pour ses étudiants".

Les supporters : L'Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe (AEGEE) et la Conférence européenne des Recteurs d'université (lors de sa réunion à l'Université de Louvain les 25-27.11.1986) décident d'intervenir auprès de leurs chef d'Etat (François Mitterrand) et Premiers ministres (Margaret Thatcher, Helmut Kohl, Felipe Gonzales, etc.).

L'avant centre : Jacques Delors saisit le Conseil européen de Londres (5-6.12.1986). Grâce à sa détermination et au travail des supporters, le Conseil européen soutiendra la proposition de la Commission. En particulier, François Mitterrand ne suivra pas son Premier Ministre Jacques Chirac qui, comme il le rappellera dans sa " Lettre à tous les Français " en avril 1988, était " contre un soutien financier conséquent au programme Erasmus ".

Erasmus sera adopté par le Conseil éducation en juin 1987 avec un budget de **85 MECUS** (ce qui ramenait l'objectif 1992 à 73.000 bourses). **Un très beau travail d'équipe, d'abord au sein de la Commission Delors**, entre services, cabinets et Commissaires et, ensuite, **entre la Commission et le Conseil européen**, ce dernier ayant arbitré en faveur de la Commission contre le Conseil (des Ministres de l'éducation) ... grâce au soutien des associations européennes d'étudiants et d'université.

II) IMPACTS D'Erasmus

La force d'attraction d'Erasmus ne se démentira pas : aujourd'hui, la quasi-totalité des universités de l'UE participent au programme (500 en 1986) ; le nombre de pays participants est désormais de 33 ; le nombre total d'étudiants Erasmus de 1987 à 2017 a dépassé le cap des 4 millions :

Pays participants : de 12 à 33

- **1987-1991**: 12 (Be, Dk, Es, Gr, Fr, Irl, It, Lu, Nl, Pt, UK)
- **1992** : 12 + 6 (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse) ; 1994 : **18 + 1** (Liechtenstein)
- **1998** : 19 + 6 (Chypre, Hongrie, Pologne, Roumanie, République Tchèque, Slovaquie)
- **1999** : 25 + 5 (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovénie)
- **2000** : 30 +1 (Malte) ; **2004** : 31+1 (Turquie) ; **2014** : 32 + 1 (République de Macédoine du Nord)
- Nombre d'étudiants Erasmus
- **1987** = 3.244 boursiers Erasmus pour l'année universitaire 1987-1988.
- **1992** = 51.694 (18 pays). L'objectif visé pour EUR12 (73.000 bourses) n'a pas été atteint faute de budget suffisant pour satisfaire la demande.
- **1997** = 86.000 (18 pays) ; **2000** = 111.082 (31 pays) ; **2014** = 291.660 (33 pays) (FR = 38.773).
- **1987-2002** > 1 million, **1987-2009** > 2 millions, **1987-2013** > 3 millions, **1987-2017** > 4 millions

a) Impacts en terme d'employabilité.

Selon une étude d'impact de 2014 (http://sepie.es/doc/comunicacion/publicaciones/erasmus-impact_en.pdf), les étudiants Erasmus ont 2 fois plus de chance de trouver un emploi que les étudiants qui n'ont pas étudié ni suivi de formation à l'étranger ; ils ont 2 fois moins de risques de devenir chômeurs de longue durée ; cinq ans après l'obtention de leur diplôme leur taux de chômage est inférieur de 23%.

En effet, les étudiants Erasmus ont non seulement amélioré leurs compétences formelles dans les matières étudiées et la

“
les
étudiants
Erasmus
ont 2 fois
plus de
chance de
trouver un
emploi
”

“
64% des employeurs pensent que l'expérience internationale représente une valeur importante dans le recrutement des jeunes
”

langue pratiquée, mais ils ont aussi développé des compétences informelles fort appréciées des entreprises telles que : esprit d'initiative, ouverture d'esprit, sens des relations interpersonnelles, adaptation au changement, curiosité, tolérance, confiance en soi.

Cette étude montre aussi que les Erasmus qui ont été en stage dans une entreprise étrangère ont davantage d'esprit d'entreprise que ceux qui sont restés au pays et un sur dix d'entre eux a créé sa propre entreprise.

A noter enfin que 64% des employeurs pensent que l'expérience internationale représente une valeur importante dans le recrutement des jeunes et 64% des employeurs attribuent des responsabilités plus importantes aux jeunes qui ont eu une expérience internationale.

b) Impacts en terme d'identité européenne.

Selon le projet Erasmus-voting (<https://erasmusvoting.eu/>) de 2014 :

- 83% des étudiants et stagiaires Erasmus estiment (i) qu'ils se sentent plus Européens qu'avant leur mobilité et (ii) qu'ils perçoivent l'Europe comme une opportunité offrant un meilleur avenir pour les jeunes.
- 81% d'entre eux ont voté aux élections pour le Parlement européen en 2014, contre 30% pour les autres jeunes.

Enfin, 27% des étudiants ou stagiaires Erasmus ont rencontré leur partenaire durant leur séjour à l'étranger ... soit plus d'un million de couples européens ... et autant voire plus d'enfants Erasmus.

III) D'Erasmus à Erasmus+

A partir de 1988 seront mis en place plusieurs programmes dédiés à la **formation professionnelle**, initiale et continue, qui seront intégrés en 1995 dans le programme **Leonardo da Vinci**. En 1995, également, sera lancé le programme **Comenius** centré sur l'**enseignement scolaire** et couvrant la mobilité des enseignants et des élèves ainsi que la mobilité virtuelle dès la maternelle grâce au jumelage électronique des écoles par une plateforme multimédia (eTwinning). Les résultats suivants ont été obtenus :

Depuis le lancement en 1988 de **programmes européens d'enseignement et formation professionnelle**, 1,3 million de personnes (France = 160.700) ont bénéficié d'une mobilité. A noter que ces programmes couvrent aussi la mobilité des apprentis : ainsi, en 2014, 109.923 apprentis (France = 14.736) ont bénéficié d'une mobilité en Europe. Une étude d'impact montre que trois ans après la fin de leur mobilité, leur taux d'emploi est supérieur à celui des non mobiles (81% contre 68%).

Avec le programme Comenius sur l'**enseignement scolaire**, 600.000 élèves ont bénéficié depuis 1995 d'une mobilité dans le cadre d'échanges scolaires de moins de 2 mois ou de mobilité de 2 à 12 mois pour les élèves de plus de 14 ans. S'agissant de mobilité virtuelle, via le jumelage électronique des écoles depuis 2005 (eTwinning), quelques 2 millions d'élèves de 175.000 écoles (France = 17.500) et 450.000 enseignants (France = 39.000) ont été impliqués depuis 1995 dans 57.000 projets ludiques et créatifs en ligne (France = 15.500), 50% d'entre eux utilisant une langue de travail autre que l'Anglais. Sur la période 1995-2005, une étude d'impact

de 2007 montre que 89% des enseignants chefs de projets étaient satisfaits ou très satisfaits de l'impact de leur projet sur les enseignants, les élèves et leur école : 80% des élèves avaient amélioré leur esprit d'initiative, 76% avaient amélioré leur maîtrise d'une langue étrangère, et 70% avait amélioré leur compétences digitales (<https://www.erasmusplus.org.uk/statistics-and-results-for-comenius>).

Depuis 2014, ces programmes sont regroupés, avec les programmes concernant l'éducation des adultes (Grundtvig lancé en 2000), la mobilité hors d'Europe des étudiants (Erasmus-Mundus depuis 2004), la jeunesse (depuis 1989), le service volontaire européen (depuis 1996) et le sport (2014). Le nom de ce nouveau programme, **Erasmus +**, est particulièrement bien choisi car il bénéficie ainsi de l'excellente image d'Erasmus.

Sur les 30 dernières années, et pour les 33 pays participants, les nombres de bénéficiaires sont les suivants :

- 4.400.000 étudiants de l'enseignement supérieur (depuis 1987, jusqu'en 2017);
- 1.300.000 jeunes de l'enseignement et formation professionnels (depuis 1988);
- 1.400.000 jeunes impliqués dans les échanges de jeunes (depuis 1989);
- 1.800.000 enseignants, formateurs, travailleurs du secteur de la jeunesse (depuis 1989);
- 100.000 jeunes dans le service volontaire européen (depuis 1996);
- 100.000 étudiants et enseignants des coopérations avec des universités hors d'Europe (depuis 2004)

soit un total de 9.100.000 participants qui ont pu s'ouvrir sur l'Europe et enrichir leurs vies et leurs compétences, formelles

(linguistique par exemple) et informelles fort appréciées des employeurs (ouverture d'esprit, adaptation au changement, confiance en soi, sens des relations interpersonnelles). Si l'on rajoute les 600.000 élèves de l'enseignement scolaire, ce sont donc 9.700.000 jeunes qui ont bénéficié d'une mobilité en Europe depuis 1987.

Pour la période 2014-2020, **Erasmus+ (2014-2020)** est doté de 14,8 milliards d'€ devant bénéficier à 4 millions d'Européens, dont 2 millions d'étudiants. Au total, de 1987 à 2020, près de 6 millions d'étudiants auront bénéficié d'une mobilité en Europe. Quel chemin parcouru depuis les 660 bourses accordées en 1986 ! Qui aurait pu anticiper un tel succès ? Merci donc au Conseil européen de Londres, et à sa présidente, Margaret Thatcher, d'avoir pris une décision historique le 06.12.1986 en arbitrant en faveur de la Commission Delors, contre le Conseil des Ministres de l'éducation qui voulait adopter un Erasmus sans bourses. ■

Sources : Outre les rapports cités (avec leur lien Internet) on pourra aussi se reporter à

- **Luce Pépin**, " Histoire de la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formations ", Office des publications officielles des Communautés européennes, 2006

- **Michel Richonnier**, " Comment l'Europe des citoyens (éducation et santé publique) est-elle née en 1987", L'Europe en formation, No 365, Automne 2012

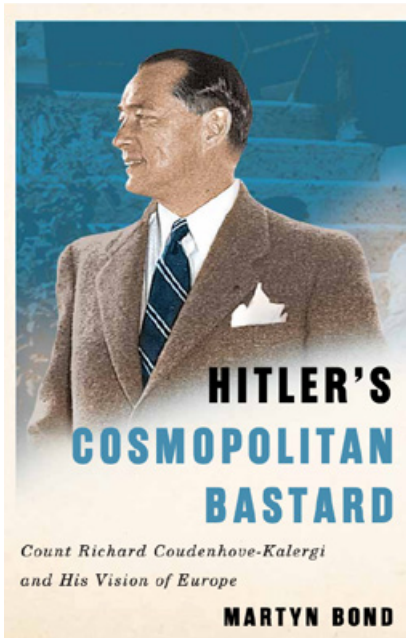
- Hywel Cyril Jones "Origins of the Erasmus programme", 22.02.2017, interview par l'agence Erasmus+ du Royaume Uni

<https://www.erasmusplus.org.uk/blog/origins-of-the-erasmus-programme-%E2%80%93-interview-with-hywel-ceri-jones>

Jean-Pierre Bobichon, avec l'aide de Michel Richonnier (aujourd'hui décédé)

“
près de 6
millions
d'étudiants
auront
bénéficié
d'une
mobilité en
Europe
”





Hitler's Cosmopolitan Bastard

COUNT RICHARD CUDENHOVE-KALERGI AND
HIS VISION OF EUROPE



Martyn Bond

Many colleagues will be familiar with the name of Richard Coudenhove-Kalergi, widely known as an early pioneer of European unity. But remarkably few of us can recall much more about this charismatic political figure who really launched the issue of European union as a political programme thirty years before the Schuman Declaration. This first English biography of the man now puts the record straight.

Count Richard Coudenhove Kalergi wrote a political bestseller in 1923 and set up a pro-European political movement to rival the Nazis: Pan-Europa. The intellectual elite of the continent attended his congresses in Vienna, Berlin and Basel in the 1920s and 1930s. Einstein rubbed shoulders with Richard Strauss, Leo Amery with Sigmund Freud, Thomas Mann with Tomas Masaryk. The Count was the first to create a European flag and choose an anthem – Beethoven's *Ode to Joy*—and to call for a European passport, a European stamp

and a common European currency. He and his wife declared themselves 'European patriots'.

In *Mein Kampf*, Hitler damned the Count as a 'cosmopolitan bastard', a reference to his Jewish wife, Ida Roland, the Viennese theatre's answer to Sarah Bernhardt, and to his Japanese mother, a geisha who married his diplomat father after his birth in Tokyo in order to secure an inheritance back in Europe.

The Count came of age in Vienna and was politicised by the First World War. He twice escaped assassination, in 1919 and 1936, first by his wife's quick-witted action in Munich during the Communist Putsch, and later when Chancellor Schuschnigg was targeted at dinner in their Viennese apartment.

And twice he evaded the Gestapo. First in March 1938, after a tip-off at the last minute the night the Nazis marched in.

“

The Count was the first to create a European flag and choose an anthem and to call for a European passport, a European stamp and a common European currency.

”

He and his wife were driven to the border (with their pet dogs) by the Swiss ambassador's chauffeur. They sweet-talked their way into Czechoslovakia with the former Chancellor Dollfuss' widow and her children in the next car. Then in June 1940, his daughter drove the Count and Ida (again with their dogs) across France just ahead of the German tanks to neutral Spain. From there they fled to Lisbon, and secret US sources then spirited them to New York in a luxury flying boat, the *Yankee Clipper*.

The Count's offices in the Hofburg, the seat of government in Vienna, were next to the Chancellor's and the Gestapo raided them in 1938, taking all his papers to Berlin to be filleted for names of anti-Nazis across the continent. The Red Army rescued them from a salt mine, where they had been hidden at the end of the war and took them back to Moscow for the KGB. They are still there, held as war booty.

In *Casablanca* Viktor Laszlo, the leader of the anti-Nazi Resistance, is modelled on the Count. The fictional hero, played by Paul Henreid, a family friend who had been at school with the Count's youngest brother, escapes to freedom via Lisbon in 1940, as did the Count. Many of the extras were European refugees in Hollywood, and

the scriptwriters knew about Coudenhove-Kalergi from mutual contacts in Vienna.

In New York the Count rallied fellow Europeans in exile and held another Pan-Europa Congress in 1943 to plan for a united Europe after the war. He worked for a continent that could be an equal partner for the United States, but he had an uphill struggle to convince the American Administration. President Roosevelt wanted no suggestion that Soviet Russia might become as serious an enemy as Nazi Germany when the Second World War was over. Truman, however, was open to his ideas, and the Count gained face-to-face interviews both with the President and with Secretary of State George Marshall. The Marshall Plan clearly reflected his demand for coordination among European states, and the creation of NATO embodied his lasting concern to contain the threat of Soviet aggression.

Back in Europe, Coudenhove-Kalergi met Churchill on Lake Geneva to brief him just days before his Zurich speech in September 1946. Acknowledging his debt to the Count, Churchill called for a United States of Europe, as peaceful as Switzerland and as prosperous as America. The Count canvassed over 4,000 MPs from a dozen

“
In 1950 he was the first recipient of the prestigious Charlemagne Prize, awarded for his contribution to European unity
”

countries across Europe on their views about the future of the continent, and in 1947 several hundred of them came to his Swiss country retreat near Gstaad to set up the European Parliamentary Union (EPU) and press for a constituent assembly for the continent.

Coudenhove-Kalergi visited Churchill at Chartwell both before and after the war, lunched with him in his flat in Hyde Park Gate, and was the first speaker after the great war leader at the opening of the 1948 Congress of Europe in the Hague. The Count's influence spread through the EPU to every government in Western Europe, and the creation of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe in 1949 was largely credited to his lobbying. In 1950 he was the first recipient of the prestigious Charlemagne Prize, awarded for his contribution to European unity, five years before Churchill received the same honour – and only a matter of weeks after the Schuman Declaration.

Growing disenchanted with only lukewarm support for European integration in British political circles, Coudenhove-Kalergi developed a special relationship with De Gaulle. He arranged the first networking meetings between French and German MPs in 1948 and 1949, and later encouraged de Gaulle to broadcast in German to the 'youth of Germany'. He took his seat directly behind de Gaulle and Adenauer in Rheims Cathedral in 1961, celebrating the spirit of Franco-German friendship, and was awarded both the *Légion d'honneur* and the *Bundesverdienstkreuz*.

The Count's private life was equally fascinating. He married three times. First, at just eighteen, against his family's wishes, to Ida Roland, divorced, twelve years older than

him, and with a five-year-old daughter. She shaped her young husband and they were devoted to each other until her death in 1951. Then he married the widow of a rich Silesian landowner, whose promised inheritance never materialised. His third wife was the widow of Ralph Benatzky, the hugely successful composer of the musical *White Horse Inn*, a former dancer who enlivened his final years and very much enjoyed the status of Countess.

Coudenhove Kalergi lived an itinerant later life in grand hotels and elegant rented apartments, flitting between Paris, Vienna, London, Berlin and Zurich. He networked annually with the great and good at a fashionable clinic in the Austrian Vorarlberg where he died unexpectedly in 1972, just as the United Kingdom joined the Common Market.

In August the same year, outside a small Swiss village near Gstaad, Hitler's 'cosmopolitan bastard', the model for *Casablanca's* Viktor Laszlo, was finally laid to rest near the graves of both his first wife and his second. Only his widow, family members and close friends were at his graveside, but letters of condolence flowed in from Europe's political elite, with prime ministers and presidents prominent among them. Streets, squares and parks are named after him in Vienna, Prague, Berlin and Paris. French President Macron and Russian Foreign Minister Lavrov have both quoted him in recent speeches, and his ideas of continental unity are still controversial. The Count's ideas may well have a future as well as a past.

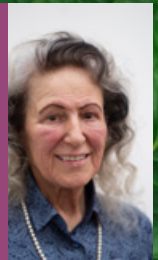
This first English biography of the Count is to be published in the UK by McGill-Queen's University Press on 15 April 2021 ■

Kindheitserinnerungen IV

Leben auf dem Dorfe

B. Höhfeld erzählte in den vergangenen drei VOX-Ausgaben vom 2. Weltkrieg. Erst wurde sie siebenjährig für drei Monate aus der Großstadt aufs Land geschickt, beim zweiten Mal wieder für drei Monate, zusammen mit zwei jüngeren Brüdern. Diesmal, mit acht, in den Sudetengau, heute Tschechien, in das beschauliche Städtchen Lobositz. Nachdem ab 1943 in den Großstädten die Schulen geschlossen worden waren (die Kinder klassenweise aufs Land verschickt), kam die Mutter nun auch in den Sudetengau: mit ihrem Dreijährigen und der ganzen Wohnungseinrichtung.

Wie fand meine Mutter eine Wohnung? Ich weiß es nicht, sie sprach darüber nicht mit uns. Ich nehme an, dass sie in Lobositz nichts bekam; in einem winzigen Dorf mietete sie schließlich zwei, später drei große Räume in einem ehemaligen Kornspeicher am unteren Hang des Geltsch. Der Geltsch war ein rundlicher Berg mitten in einer Ebene; von unseren Fenstern aus blickte man zur gegenüberliegenden Seite, weit, weit der Horizont, und dahinter sollte Prag liegen, wurde uns gesagt. So weit kamen wir nie. Der Geltsch war auch nur 726 m hoch, wie ich jetzt herausfinde, nicht rund, sondern ein sattelförmiger Kamm; offenbar erstreckte sich hinter dem Geltsch, von uns aus gesehen, ein Teil des böhmischen Mittelgebirges. Weder habe ich damals das Wort „Mittelgebirge“ gehört, noch habe ich das Gebirge gesehen. Nur den Berg. Er ist vulkanischen Ursprungs und sein Wald besaß einen Zauber, den ich schwer beschreiben kann. Heute lese ich, dass dort ganz viele seltene Pflanzen wachsen: sie heißen „Mondviole“ oder „niederliegende Nabelnuss“ – die Namen vermitteln vielleicht einen Schimmer von diesem Zauber. Im Sommer 1944 verbrachten wir viele Stunden hier: stiegen hinauf zum Gipfelpavillon oder pflückten Waldbeeren, später Himbeeren und noch später Brombeeren. „Wir“, das waren meine Mutter und wir Kinder, die wir zu der Zeit nur zu dritt waren. Mein zweiter Bruder blieb noch ein Jahr bei seiner Ingenieursfamilie in Lobositz.



Barbara Höhfeld



Das ergab sich so: Als meine Mutter mit den Möbeln und unserm jüngsten Bruder ankam, als sie sich im Kornspeicher und im Dorfleben zurechtfinden musste, war sie dankbar dafür, dass die Pflegeeltern den Älteren gern noch behalten wollten. Sie gewannen ihn so lieb, dass sie ihn zuletzt sogar adoptieren wollten! Jetzt aber erlaubte dieses Verhältnis meiner Mutter, dann und wann nach Lobositz in ein gepflegtes Haus zu kommen, um ihren Jungen zu besuchen, und sich auf dem Dorf nach und nach an die Mühen des Alltags zu gewöhnen. Ein Esser mehr oder weniger fiel auch ins Gewicht.

Der Kornspeicher bot nämlich kaum Komfort: keinen Wasseranschluss und ein Plumpsklo auf dem Flur. Nur Strom hatten wir, denn unter uns wohnte der Schreiner Eiselt, der für seine Schreinerei doch einen elektrischen Anschluss brauchte. Wir holten das Wasser jeden Tag von einer Quelle, die vor dem Dorf aus einer Wiese sprudelte. Im Winter aber, bei Eis und Schnee, durften wir uns beim benachbarten Bauern Bönisch das Wasser von der Pumpe holen. Mein ältester Bruder musste jeden Tag einen Eimer die zwei Stockwerke hochschleppen; ich zwei Eimer; meine Mutter kümmerte sich um den Rest. Die Eimer wurden in eine hellglänzende Zinnwanne geleert,

aus der wir mit einem großen Schöpflöffel die gewünschte Wassermenge herausnahmen. Die Zinnwanne stand auf zwei Stühlen neben dem Herd. Der Herd wurde mit Holz befeuert.

Der Küchentisch in der Mitte zwischen Küchenschrank und der Wand zum Schlafzimmer diente vor allem den Koch- und sonstigen Küchenarbeiten. Zur Fensterwand hin stand unser schwerer Esstisch, an dem wir auch unsere Schularbeiten machten. Am Rücken des Küchenschranks hatte meine Mutter unsern Bücherschrank aufgestellt. Die übrige Ecke bot Raum für Sessel und Sofatisch, mit einer feierlichen Standuhr an der Wand und einem Radio auf dem Schreibtisch. Dank seiner bunten Teppiche wirkte der Raum nun heimelig und sogar ein wenig vertraut.

Wir kamen im Herbst an, und der Winter wurde hart. Ich musste den Berg hinab zur Schule gehen, ein Fußweg von 20 Minuten zum Hauptdorf Liebeschitz. Bald gesellten sich wohl Schulkameraden dazu, doch erinnere ich mich daran seltsamerweise nicht, oder nur sehr undeutlich. Auch mein Bruder muss mit mir gegangen sein, selbst das gibt die Erinnerung nicht frei.

In jener Zeit las ich viel. Ich wurde eine Leseratte. Ganz besonders fesselten mich die Geschichten von Karl May.

Der Ingenieur besaß seine sämtlichen Werke. Ich vertiefte mich abwechselnd in Mays Indianergeschichten und in die Erzählungen aus der arabischen Wüste. Bekanntlich ist der Dichter aus Radebeul bei Dresden niemals gereist – umso feuriger versetzte er sich im Geiste an die abenteuerlichsten Orte, erfand die abenteuerlichsten Gestalten - heute noch berühmt: Winnetou! Bei den Indianern wurde ein Feind manchmal an einen „Marterpfahl“ gefesselt; bei einer Marter, an die ich mich noch immer lebhaft erinnere, wurde über dem Kopf eine wassergefüllte Kürbisschale befestigt, in die man ein schmales Loch gebohrt hatte, so dass in regelmäßigen Abständen ein Tropfen herausfiel: immer auf den Kopf des Gemarterten, immer auf dieselbe kahlgeschorene Stelle. Zum Verrücktwerden!

Als ich nachts bei Alpträumen schrie, schob meine Mutter das auf Karl May. Sie nahm mir das Buch weg und verschloss es im Bücherschrank. Ich fand einen passenden Schlüssel und las heimlich weiter. Aber immer nur ein Stückchen, damit niemand was merkte. ■



Ten years a commissioner

A decade from 1994 to 2004 changed the UE from the union of 12 to the union of 25 countries. First Finland, Sweden and Austria took in January 1995 their place at the table where its decisions are made, I was together with Franz Fischler and Anita Gradin first commissioners from their countries. From May 2004 came the wave of 10 acceding countries. A key condition for their membership was recognition of the rule-of-law principle.

I wrote a book which tries to bring a present-day perspective to many of the major issues of that decade, whether it be the information and communications technology revolution, digital security, rule of law, EU financing or the growing importance of China. It was published in January with the title Commissioner in Finnish. It will come out in English later this year, the title undecided.

My book is an insider's personal account on the European Commission. I worked under three Commission Presidents, Jacques Santer, Romano Prodi and also briefly Jacques Delors. But I knew him well as an ambassador before. What were the expectations? What kind of leaders they turned out to be seen up close?

My aim is to take the reader on a trip through time and the transformations of Europe and the world. This grand outline is accompanied by my tenacious connection with the Finnish and other European regions and a sensitive account of the events of my personal life.

**Erkki
Liikanen**

Former Commissioner
1995-2004



The painting in the picture was in my commissioner's office. The story is told in the book.

I came to the Commission having served as a Member of Parliament, Minister of Finance and Ambassador before becoming the first Finnish Member of the European Commission. After my period as Commissioner, I was Governor of the Bank of Finland and a member of the ECB Governing Council from 2004 to 2018.

In autumn 2019, I had published a book which covers a period in Finnish history extending from the Moscow Armistice of 1944 to my country's accession to the European Union in 1995, a period of 50 years and 100 days.

I had been asked by many readers when they could expect a sequel. What was life like in the European Union? How was Finland received, and what did people think of us? How have Europe and Finland changed since then?

As you all know, the foundation of the European Union was laid through the reconciliation between Germany and France and sealed by the founding of the

European Coal and Steel Community in 1951. Finland was far from the action at the time, and had little chance of joining in. In 1957, the six founding members created the European Economic Community (EEC), which turned out to be a success.

Thirty years later, the European post-war order was upended. Germany was reunified, followed by the disintegration of the Soviet Union in 1991. The European Union launched enlargement negotiations, as a result of which Austria, Sweden and Finland joined the EU.

In the Commission of Jacques Santer (1995–1999), I was responsible for budget, administration, information technology and translation. Much of my work thus consisted of in-house duties. Resources (both financial and human) were required to meet all sorts of needs. My portfolio also included the relations with OSP's. I had worked a lot with trade unions in Finland, where the unionisation is very high. Social dialogue in the commission was very different. I had to learn from



“
My aim in this book is to open the EU’s work and decision-making process.
 ”

Webinar for AIACE Finland. Erkki Liikanen is interviewed by Heikki Salmi, former Head of Cabinet.

them and I hope, they a little also from me. Ludwig Schubert taught me about the importance of the method, la Méthode.

How to unify a Europe formerly divided by war? The countries of Central and Eastern Europe sought an anchor in the West. The Santer Commission was assigned to prepare the financial framework for enlargement. This was to be done without any increase in funding, by adjusting expenditure. The decision on the long-term budget was made at the Berlin European Council in March 1999. In the meantime, starting in 1998, major political shifts took place in several Member States. A “government vs. opposition” setup found its way into the European Parliament. A convoluted sequence of events led to the resignation of the Santer Commission in the winter of 1999. I go through those events,

In the Prodi Commission, I was in charge of Enterprise and Information Society. The ICT revolution was gathering momentum. Lisbon agenda was a major item. Competition in the telecommunications

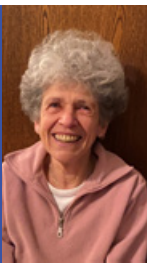
sector increased and prices fell. Broadband became available to homes, and schools were hooked up to the worldwide web. Globalisation and the breakthrough of information and communications technology revolutionised the economy. Supply chains were broken up and became global.

On the enterprise side my focus here on the various policy areas such as EU’s new industrial policy sustainable development, entrepreneurship. We implemented major reforms for chemicals and pharmaceuticals. Aerospace and shipbuilding went through serious crisis. Automotive industry changed by investments in ICT. A lot has changed, but many of these policy areas still seem so topical today.

My aim in this book is to open the EU’s work and decision-making process. At the same time I want to share my experience with people who worked in the institutions. When I started my work as Commissioner, I believed that when we work together in Europe, we are stronger. I am even more convinced today. ■



Movement is life and every move counts.



**Brigitte
Landermann**

Physical activity is good for the heart, the body and the mind and doing some physical activity, no matter what it is, is better than doing none.

Health benefits include positive effects on blood pressure, heart and lung functions, lower risk for depression, anxiety, type 2 diabetes and various types of cancer, stress reduction, better sleep, but also improved cognitive health and health-related quality of life.

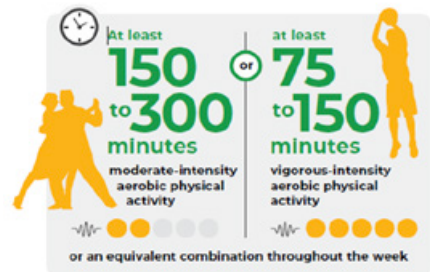
For older people, physical activity also helps to prevent falls and falls-related injuries, as well as declines in bone health and functional ability.

In contrast, sedentary behaviour is associated with poor health outcomes related to cardiovascular disease, cancer and type-2 diabetes.

Recently the World Health Organisation (WHO) released new Guidelines on Physical Activity and Sedentary Behaviour that provide evidence-based recommendations on the amount and types of physical activity required to offer significant health benefits and mitigate health risks for various population groups.

For older adults (aged 65 years and older) including those with chronic conditions and those living with disability it is recommended

- To undertake regular physical activity throughout the week
 - at least 150–300 min of moderate-intensity aerobic physical activity, or
 - at least 75–150 min of vigorous-intensity aerobic physical activity, or
 - an equivalent combination of both throughout the week.



150 minutes is equivalent e.g., to 30 minutes a day, 5 days a week

- To undertake muscle-strengthening activities at moderate or greater intensity on 2 or more days a week
- To do varied multicomponent physical

activity at moderate or greater intensity on 3 or more days a week

For additional benefits it is recommended:

- To increase the recommended levels of moderate-to-vigorous aerobic physical activity

Older adults should be as physically active as their functional ability allows, and adjust their level of effort for physical activity relative to their level of fitness.

Higher amounts of sedentary behaviour are associated with negative effects on health outcomes. Therefore, it is recommended:

- To limit the amount of time spent sedentary and replace it with physical activity of any intensity.
- To do more than the recommended levels of moderate-to-vigorous physical activity to reduce the detrimental effects of high levels of sedentary behaviour.



Physical activity can be undertaken as part of recreation and leisure (play, games, sports), transportation (wheeling, walking and cycling), work or household chores, in the context of daily activities.

Some advice:

- Doing some physical activity is better than doing none.
- Start by doing small amounts of physical activity, and gradually increase the frequency, intensity and duration over time.
- Selecting activities that you enjoy and that match your abilities will help ensuring that you stick with them.
- A variety of activities can make physical activity more enjoyable.
- Physical activity should be incorpo-

rated into a regular scheduled routine and be part of daily living.

WHO Director-General Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus “Being physically active is critical for health and well-being - it can help add years to life and life to years.”

Glossary of Terms

Aerobic physical activity increases the heart rate and promotes cardiorespiratory fitness and increased use of oxygen; it includes activities like walking, jogging, swimming, bicycling, or dancing

Moderate-intensity physical activity such as brisk walking, dancing, bicycling, doubles tennis and water aerobics. On an absolute scale, moderate-intensity refers to the physical activity that is performed between 3 and less than 6 times the intensity of rest. On a scale relative to an individual’s personal capacity, moderate-intensity physical activity is usually a 5 or 6 on a scale of 0–10

Vigorous-intensity physical activity refers to physical activity that is performed 6 times or more the intensity of rest. On a scale relative to an individual’s personal capacity, vigorous-intensity physical activity is usually a 7 or 8 on a scale of 0–10.

Muscle-strengthening activities often involve heavy objects, such as weights, which are lifted multiple times. Muscle-strengthening activity can also be done by using elastic bands or body weight for resistance (e.g. push-ups). Benefits include increased bone strength and muscular fitness.

Multicomponent Physical Activity to enhance functional capacity and to prevent falls. It includes balance training, aerobic activity, and muscle-strengthening activities. An example of a multicomponent physical activity program could include walking (aerobic activity), lifting weights (muscle strengthening), and incorporating balance by walking backwards or sideways or by standing on one foot. ■

Ils voyagèrent.



**Ambroise
Perrin**

Ils connurent d'autres villes mais le souvenir de Strasbourg les leur rendait insipides...

Retraités de tous pays unissez-vous ! Unissons notre nostalgie. Strasbourg ! En ces temps de pandémie Covid 19, nous restons tous confinés dans les souvenirs de 27 pays aux frontières gardés par ce virus casanier. Et on se souvient de Strasbourg, l'avion, le train, le bus 10 depuis la gare jusqu'à la place Brant et les valises musicales sur le trottoir de l'hôtel. Retraités voyageurs ? Ils connurent d'autres villes mais le souvenir de Strasbourg les leur rendait insipides...

Strasbourg a changé. Nos vaillants successeurs des sessions restent à la maison. Ils sont en télétravail, et l'hémicycle de la capitale européenne est désert depuis un an.

Strasbourg a aussi changé de municipalité ! Le maire Roland Ries a pris sa retraite. De 1997 à 2020 il a alterné les fauteuils. Une année, en 2001, il avait un bureau sous la salle de presse au Parlement européen, au bout de l'allée Spach. Roland Ries était doté d'une mission " interministérielle " pour le premier ministre Lionel Jospin: le rayonnement européen de Strasbourg.

Comme nous tous retraités, l'ancien maire a gardé la fibre d'un Européen convaincu. L'Europe de Strasbourg, c'est " le temps de la liberté " martèle-t-il dans un livre où le PE flamboie en couverture. Pas de lamento pour le Brexit. Depuis plus de 30 ans les conservateurs britanniques ont

pris la tête de toutes les croisades contre le statut de Strasbourg. Le siège du Parlement européen représente l'Europe dont ils n'ont jamais voulu ! Roland Ries professe une certitude simple : on ne peut faire l'Europe qu'avec ceux qui veulent la faire. C'est un engagement que tous, étudiants Erasmus, fonctionnaires des institutions et retraités éparpillés de par le monde, tous, doivent tenir. Il n'y a pas de fatalité. Il n'y a que fidélité à l'installation le 5 mai 1949 du premier organisme intergouvernemental fondé sur les droits de l'Homme.

Strasbourg où l'on rêve ensemble, l'on décide ensemble, où l'on construit ensemble l'Europe des peuples et des citoyens, une Europe humaniste et démocratique. La pandémie sera bientôt terminée. Nous voyagerons. Nous reviendrons. Nous retraités, nous profiterons du temps de la liberté.



Letters to the editor



Philippe Bourdeau

L'article "On climate change" paru dans votre numéro 117 de décembre 2020 requiert une sérieuse mise à jour.

Même les climato-sceptiques ont dû reconnaître l'existence d'un changement, ou dérèglement, climatique important se manifestant par une élévation de la température moyenne (par exemple, plus 1,2 degré C à Bruxelles depuis 1960), une sécheresse plus marquée dans certaines régions (méditerranéenne, sahélienne), des précipitations accrues dans d'autres, des tempêtes, ouragans et typhons plus violents.

Les conséquences principales en sont l'augmentation de la fréquence des canicules et des inondations, les incendies de forêt, l'élévation du niveau moyen des mers, résultant de l'expansion thermique de l'eau et de la fonte des glaces continentales, menaçant les zones côtières où réside une grande partie de la population humaine, la fonte du permafrost, des pénuries d'eau, des perturbations des productions agricoles, des migrations des espèces végétales et animales,

l'extension des zones de prévalence de certaines maladies infectieuses (malaria), etc.

Ce changement climatique est dû en très grande partie aux activités humaines dont l'impact s'est renforcé énormément avec l'accroissement de la population et de la production et consommation des biens. Cet impact a atteint en importance celui des agents géologiques naturels au point où l'on propose d'appeler "anthropocène" la période géologique actuelle.

En ce qui concerne plus particulièrement le climat, l'impact humain se manifeste sous la forme d'émissions de gaz dits "à effet de serre" qui ont la capacité d'augmenter la quantité de chaleur, et donc d'énergie, retenue dans l'atmosphère. Ceux de ces gaz dont la concentration a fortement augmenté suite aux activités humaines, sont principalement le CO₂, le méthane (gaz naturel), le dioxyde d'azote et l'ozone troposphérique (c'est-à-dire à basse altitude, à distinguer de l'ozone stratosphérique qui filtre les rayons UV). La vapeur d'eau est certes le gaz à effet de serre le plus important,

comme souligné dans l'article en question, mais sa concentration n'a pas été impactée par les activités humaines. Le CO₂, dont la concentration est passée de 300 à plus de 400 ppm (parties par million), est responsable d'environ 80% de l'effet de serre anthropique. Il provient principalement de la combustion de carbone fossile (charbon, pétrole, gaz naturel) remis en circulation par l'homme. De très nombreux travaux scientifiques ont montré la corrélation entre les évolutions du climat, passées et récentes, et les concentrations en gaz à effet de serre et, pour ce qui est du changement actuel, le manque de corrélation avec les phénomènes naturels tels que l'activité solaire.

Ce changement, qui, de plus, évolue bien plus rapidement que ceux du passé, aura, et a déjà, des conséquences négatives très importantes pour l'humanité. Il y aura beaucoup plus de perdants que de gagnants. Les spécialistes scientifiques en sont conscients depuis longtemps, les autorités publiques plus récemment, et ce malgré l'opposition des climato-sceptiques, dont une grande partie a été soudoyée par le secteur des énergies

fossiles qui a reconnu avoir consacré des centaines de millions de dollars pour nier d'abord l'existence du phénomène, ensuite semer le doute sur ses causes (voir le parallèle avec l'industrie du tabac et le cancer du poumon).

L'état des connaissances sur la problématique climatique est établi périodiquement par le GIEC (en anglais IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change) qui regroupe des milliers de scientifiques de toutes disciplines (sciences naturelles et humaines) contribuant bénévolement à cet exercice. Ils se penchent à la fois sur le mécanisme extrêmement complexe du climat, les impacts du changement climatique et les mesures à prendre pour en pallier les effets indésirables. Celles-ci sont de deux ordres : atténuation (on dit aussi mitigation) et adaptation au changement. Les mesures d'atténuation visent essentiellement à limiter la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère en réduisant les émissions et font l'objet d'accords internationaux dont le principal est celui de Paris de 2015. L'adaptation (protection des côtes et des zones inondables, modification des cultures, mesures sanitaires, etc) est laissée généralement aux Etats, avec le cas échéant une coordination régionale (pour l'UE).

L'accord de Paris prévoit des réductions considérables et étagées dans le temps des émissions afin de limiter l'élévation de température moyenne de l'atmosphère globale à 2° C et, si possible à 1,5°C. Tous les pays s'y sont engagés (les USA ont résilié leur participation mais y reviennent avec la nouvelle présidence). Certains ont même décidé de se rendre " carbon-free ", c'est-à-dire de réduire à zéro leurs émissions nettes, à l'échéance 2050. Tout cela sera très coûteux mais les analyses coût-bénéfice montrent que le coût de l'inaction se serait encore plus élevé.

Le respect des accords entraînera des changements drastiques des modes de production et de consommation, et donc de comportement des populations. Au niveau de l'Union européenne ces exigences ont été prises en compte dans le " Green Deal ". L'avenir nous dira si cela est réalisable. Ce qui est certain, c'est que si le climat continue à se modifier au rythme actuel, et que rien ou trop peu est fait, il s'en suivra de grandes perturbations sociétales, entraînant migrations de population, et peut-être des conflits armés. Aurons-nous collectivement la sagesse voulue ? ■

Cheryl P Booth



Dear Ms Gutierrez

I feel the short personal note " But We Won The War" by Erik Halskov was written in a most sarcastic and unfriendly way. I know enough of history to see that Mr Halskov is attempting to re write the narrative of the victory of the Allies over the tyrannical Nazis.

In 1940 after the Nazis had already invaded Poland and France Churchill said, " I expect that the Battle of Britain is about to begin. Upon this battle depends the survival of Christian Civilisation." He firmly believed that the whole world was in peril if the battle was lost.

Fortunately and because of the bravery and sacrifice of a few and the perseverance and resolve of the whole nation it did become" their finest hour" and this actually was recognised, applauded and revered at the time by many millions of finally liberated Europeans.

People far and wide honestly and genuinely believed that," so much was owed by so many to so few."

The sacrifice and support of our Allies has been never ignored and the close relationship between them continues to this day. Our subsequent governments,

have even worked very closely with Soviet governments (e.g. Margaret Thatcher and Mikhail Gorbachev) to maintain peace , stability and freedom in Europe although they have had very politically diverse systems . As a whole nation we have acknowledged the pain and suffering of all of Europe and the entire World in our annual November Remembrance Sunday Festival whilst remaining rightly, but humbly, proud ourselves.

Further more I feel Mr Halskov has completely failed to understand the Fawlty Tower comedy sketch he describes. The British sense of humour is completely unique to our islands. We are able to make fun and laugh at ourselves. At the time, it was Basil Fawlty's complete lack of manners as a hotel proprietor and his exaggerated over the top pompousness that made that sketch so funny.

Mr Halskov is looking back almost fifty years to a time when people were far more relaxed in their language and humour and applying modern day, dare I say, " woke" prejudices and restrictions. Maybe, today it is not considered so funny but in the 1970 's it most definitely was and to many people.

I am extremely disturbed by Mr Halskov's note. My son has a Danish wife, they live and work in Aarhus and my

two Danish grandchildren, of whom I am very proud, are also half English. I feel slurs of British greatness expressed in this note are of no help to my family and the many other mixed British national families now living in Europe.

Brexit has happened for whatever reason, good or bad, whether you agree with it or not , get over it and concentrate on building a different but positive relationship. Please stop trying to think you can change history with your modern day clever ideals.

Yours sincerely Mrs Cheryl P Booth Wife of Retired EU Commission Employee. ■

Dr Régis Saison



Non, le charme n'est pas rompu !

Petite remarque au sujet de l'article d'Erik Halskov (AIACE Vox, Décembre 2020, n° 117) qui se termine presque par cette phrase: " Le charme est rompu. " mais E. Helskov ajoute: " Bye, bye, Britain. Mais, espérons-le, AU REVOIR, SEE YOU ... ".

L'exemple de l'EFTA (Association européenne de Libre-Échange), choisi par Halskov, est assez symptomatique: cette association, fondée en 1960, a également 'perdu'

des membres en 1973, 1986 et 1995 lorsque ceux-ci ont rejoint l'Union européenne. L'Union européenne est une organisation dont les États-membres délèguent ou transmettent par **traité** l'exercice de certaines compétences à des **organes communautaires**. La saga du Brexit ferait l'objet d'un petit addendum au livre du couple Robert et Isabelle Tombs: " That sweet enemy " (Britain and France. The History of a Love-Hate Relationship; PIMLICO)

Ce livre, que le couple Tombs a présenté il y a quelques années à Waterloo, traite des relations du Royaume-Uni avec la France. Quoi qu'il arrive, les liens entre ces deux pays sont suffisamment forts pour résister aux querelles passagères. Je n'en voudrais pour preuve que ce fait divers: malgré le BREXIT, le Royaume-Uni veut rester dans le programme ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor). ITER est un projet de fusion thermonucléaire (l'énergie des étoiles) par confinement magnétique (au lieu du confinement gravitationnel, comme pour le soleil) - en cours d'assemblage à Cadarache (Haute-Provence, France) - auquel participent la Chine, la Corée du Sud, les Etats-Unis, l'Inde, le Japon, la Russie et bien sûr l'Union européenne (plus la Suisse qui participe à ITER par le biais d'Euratom). ■

Une victoire de l'aiace contre une discrimination à l'égard des pensionnés



Didier Hespel

Secrétaire général

L'art. 20 de l'annexe VIII du Statut prévoit que si un mariage a lieu après la retraite, le conjoint survivant ne pourra toucher de retraite qu'après un délai de 5 ans, contrairement aux actifs (1 an). La Commission, soutenue par le PE et le Conseil, a essayé de justifier le bienfondé de l'article en question dans le cadre de la lutte contre la fraude au mariage.

Dans le cas présent, le **décès du fonctionnaire retraité a en effet eu lieu** peu avant l'échéance des 5 ans. Sur proposition de la section Belgique et pour des raisons de principe, le président de l'AIACE Internationale, après consultation du Conseil d'administration, a soutenu le recours auprès du Tribunal et les frais y afférents.

Nous avons eu l'agréable surprise de constater que le Tribunal a jugé que cette disposition est discriminatoire et source d'inégalité ("viole le principe général d'égalité de traitement ainsi que le principe de non-discrimination en fonction de l'âge").

A ce titre cette disposition du Statut n'est pas applicable ("Il y a donc lieu de faire droit à l'exception d'illégalité soulevée par la requérante"). Cet arrêt sur la non-applicabilité d'une disposition du Statut constitue l'un des très rares cas où le Tribunal a annulé une décision en raison de l'illégalité d'une disposition statutaire.

La décision de la Commission a donc été annulée ("la décision attaquée... se trouve privée de base légale, de sorte qu'il convient de l'annuler").

Il y a lieu de remercier P. Blanchard qui a effectué un travail **énorme** de préparation du dossier pour l'avocat.

Hélas la Commission a fort malencontreusement décidé de se pourvoir en appel de cet arrêt. Affaire à suivre (littéralement)...



A victory for aiace against discrimination against pensioners

Art. 20 of Annex VIII of the Staff Regulations provides that if a marriage takes place after retirement, the surviving spouse may only receive a pension after a period of 5 years, unlike the active staff (1 year). The Commission, supported by the EP and the Council, has tried to defend the validity of the article in question in the context of the fight against marriage fraud.

In the present case, the death of the retired official occurred shortly before the 5-year period expired. Upon a proposal from the Belgian section and for reasons of principle, the President of AIACE International, after consulting the Management Board, supported the appeal to the Tribunal and the related costs.

We were pleasantly surprised to note that the Tribunal ruled that this provision is discriminatory and a source of inequality (“violates the general principle of equal treatment as well as the principle of non-discrimination on the basis of age”).

As such, this provision of the Staff Regulations is not applicable (“The plea of illegality raised by the applicant must therefore be upheld”). This is one of the very few cases where the General Court has annulled a decision due to the illegality of a statutory provision.

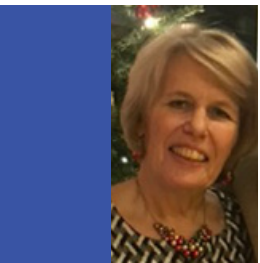
The Commission’s decision has therefore been annulled (“the contested decision ... is devoid of any legal basis, and should therefore be annulled”).

Thanks are due to P. Blanchard who did a huge amount of work in preparing the file for the lawyer.

It is to be regretted that the Commission has very unfortunately decided to appeal this decision.



Envie de retrouver d'anciens collègues ?



**Martine
Platteau-
Guillaume**

Helpdesk international

Désir d'échanger au sujet de l'Europe, de débattre de la situation sanitaire ?

Souhait de rester informé de toute nouveauté technologique au sein des services de la Commission qui nous intéressent, nous les anciens ?

Besoin d'éclaircissements quant aux remboursements du RCAM ou d'autres procédures administratives utiles?

"Teams after EC", nouvel outil convivial de communication, mis uniquement à la disposition des retraités de toutes les Institutions de l'UE, permet le dialogue, l'échange d'informations et d'idées, et offre même la possibilité de se voir et de se parler par écran interposé, si souhaité.

En ces temps de pandémie, les contacts avec d'autres retraités peuvent être salutaires. Grâce aux nouvelles technologies, il n'y a plus de distance et nous pouvons depuis notre salon, nous familiariser à ce nouvel outil à l'aide de vidéos enregistrées ou même poser nos questions en "live" lors de sessions ouvertes.

Plus que jamais, "Teams After EC" permet de retrouver ou garder le contact avec des anciens collègues. L'expérience acquise, avis divers et entraide peuvent être partagés.

Que faut-il ? Un simple ordinateur, une tablette ou un smartphone et PAS besoin d'EU-Login !

A bientôt sur Teams After EC?

**Intéressés ? Envoyez un petit message à
HR-TEAMS-AFTER-EC@ec.europa.eu avec vos coordonnées
et votre numéro de pension. Vous recevrez un guide
et une invitation à essayer.**

Would you like to find former colleagues?



Would you like to exchange views about Europe or discuss the current pandemic?

Would you like to keep abreast of any new technological development within the Commission services that are of interest to us, former staff?

Do you need explanations about the JSIS reimbursements or other useful administrative procedures?

“Teams after EC” is a new user-friendly communication tool reserved to pensioners of all EU Institutions. It allows dialogue, exchange of information and ideas, and even offers the possibility of seeing and talking to each other via screen, if desired.

In these times of pandemic, contact with other pensioners can be beneficial. Thanks to new technologies, there is no longer any distance and we can familiarise ourselves with this new tool from our living room with the help of recorded videos or even ask questions “live” during open sessions.

More than ever, “Teams After EC” allows us to find or keep in touch with former colleagues. The experience gained, various opinions and mutual help can be shared.

What is needed? A simple computer, a tablet or a smartphone and NO need for EU-Login!

See you soon on “Teams After EC”?

Interested? Send a short message to HR-TEAMS-AFTER-EC@ec.europa.eu with your contact details and pension number. You will receive a guide and an invitation to try it out.



Thoughts on the **Brexit** trade deal *and its* consequences



*Alan Huyton
David Harley*

A picturesque snow blanket covers most of Edinburgh as I write this piece, happily disguising the ever-present street litter (unhappily added to by discarded face masks) and providing further reason to stay indoors next to the radiator. Yesterday, safely indoors, I reflected on whether our Brexiteer leaders felt just a little grateful to the virus pandemic. The news on transmission rates and mutations is pretty miserable and puts into the shade the mess that the 'trade deal' is creating. News filters through nevertheless: shortages in Northern Ireland, insane quantities of Byzantine paperwork needed for exports and imports, haulage firms abandoning British ports, lorry drivers' ham sandwiches confiscated by zealous border guards... And of course there are other, foreseen, problems (but not apparently by the Government), such as loss of hospital staff who have moved back to the EU. UK economic activity has dropped to its lowest level since last May, and most commentators agree that the country is on the verge of a double dip recession.

For many of us it's sad to see the UK being perceived, understandably, as an unreliable partner in its dealings with the EU. With a heavy heart most of us accept the new reality, but still hope for a close and productive future relationship once most of the Brexit dust has settled. Depending on political and electoral developments in the UK, the TCA provision for a review after five years might yield an opportunity for a change of tone and direction.

The impact on most individuals, at least those not infected with Covid, is nevertheless as yet relatively minor. Most of us are following the lockdown rules so no travel, no holidays, no border controls. Jobs are being lost across the country, probably because of the virus, but we know that in the long term the economic impact of Brexit will be significant and will, as usual, hit the poorest, hardest. But for the moment we must focus on the worsening health crisis and this relegates Brexit to second place in our thoughts, no doubt to the relief of Prime Minister Johnson.



As the Americans start to address Trump populism, I wonder how we will manage in the UK. Will we Remainers be able to accept the new status of the UK? Will we be able to live with our Brexiteer neighbours and friends? I think for a time this will be difficult, and made more so as the various impacts of the deal translate into real life realities. I personally think that we will have to make the effort or life will become intolerable. This will be the only way to stop the populists, whatever form they take, and to reset the political debate. Perhaps this is wishful thinking, but it may be that the short term difficulties of the trade deal create support for a future Government to renegotiate with the EU and move to a closer and more harmonious relationship.

In AIACE-UK we have had a debate about our role in this situation. There are those who wish we would become a more vociferous quasi-political body, campaigning in favour of the EU. Others, including the National Committee, prefer that we stick

to our core mission of defending the rights of pensioners in the UK while offering support to the EU, notably the excellent Ambassador to the UK, and encouraging individuals to campaign through their own preferred means, their political party, the European Movement or simply through letters to MPs and the press.

Later this year, Scottish members of AIACE may find themselves surrounded by a new Independence campaign, with the hope that this offers a way back to the EU. How will our members react? More on this in a future issue. ■

“
Will we be able to live with our Brexiteer neighbours and friends?
”



La vie de la section- Luxembourg de l'AIACE.



**Daniel
Delmée**

Fin de la pandémie ! Les aiguilles ne se sont pas arrêtées. Le Comité a composé avec la situation sanitaire. Certes, les voyages, les conférences et les formations informatiques ont été mis entre parenthèses, et pour cause ! Voyons plutôt le verre à moitié plein.

A tout seigneur, tout honneur : le Guide pratique du pensionné UE. Une véritable mine d'or ! Tout, tout, tout, vous saurez tout sur le RCAM, sur les systèmes d'information en ligne, sur les aides sociales et juridiques, sur la culture, les loisirs et les sports qui permettent de rester actif et sur le vivre à domicile. Oui, une mine d'or, les mots ne sont pas trop forts ! Un travail de compilation, de relecture et de distribution : tout le comité s'y est mis !

Entre deux confinements, les bénévoles ont poursuivi leur mission, qu'il s'agisse de l'aide sociale (visites auprès de bénéficiaires isolés) ou du soutien informatique. Petite ombre au tableau : le repas organisé chaque année pour les remercier a été une victime collatérale du méchant virus, distanciation sociale oblige notamment. Qu'à cela ne tienne : ce n'est que partie remise ! En guise de baume au cœur, une jolie carte

leur a été adressée (voir photo). Quoi qu'il en soit, que ces bénévoles soient ici virtuellement félicités, en attendant mieux !

L'Assemblée Générale n'a pas échappé, elle non plus, aux restrictions imposées par la situation. Elle a eu lieu par procédure écrite au mois de novembre et a débouché sur l'adoption de tous les points inscrits à l'ordre du jour, y compris, au début de cette année, la modification des Statuts de l'Association.

Enfin, le Comité a entamé 2021 par une première réunion en présentiel. Sympathiques retrouvailles et menu chargé : cartes de membres, AG ordinaire 2021, rapports d'activités et articles pour le prochain Bulletin, entre autres.

En résumé, en conclusion, le Comité restera à l'écoute de ses membres et compte bien ne faire qu'une bouchée de tout le pain qu'il aura sur sa planche ! ■





Vie de l'AIACE Österreichische Sektion.



Weiterhin gibt es offensichtlich nur ein weltbewegendes Thema: Corona! Die Schlagzeilen und der Medienfokus waren nur kurz von den dramatischen Ereignissen zum Drei-Königs-Tag in Washington, D.C. und der Amtseinführung von Präsident Biden von diesem alles beherrschenden Thema abgelenkt. Seither sind wieder Testen, Impfen, Einschränkungen oder Lockerungen, Virusmutationen, Maskenpflicht und stark gewachsener Babyelefant die beherrschenden Gesprächsthemen. Es ist wohl unübersehbar, dass immer weitere Bevölkerungskreise nicht mehr bereit sind, die verordneten Maßnahmen mitzutragen. Die Regierenden vermitteln leider auch nicht jene Entschlossenheit, Klarheit und Durchsetzungsbereitschaft, die notwendig wären, um diese auch wirksam werden zu lassen. Auch die mühsam und mit hohem Kostenaufwand verbundene europaweite Beschaffung von Impfstoffen wird – Großteils zu Unrecht – heftig kritisiert und die zügige und konsequente Umsetzung der Impfkationen lässt sehr zu wünschen übrig!

Damit wären wir bei einem Thema von unmittelbarer Bedeutung für uns

EU-Senioren! Bisher konnten mit wenigen Ausnahmen nur über 80-Jährige in Seniorenheimen geimpft werden. Die Vormerkungen für Impfungen der allgemeinen Bevölkerung sind zwar schon möglich, doch gab es in einigen Bundesländern Probleme, weil dabei verpflichtend eine Sozialversicherungsnummer anzugeben war. Diese Hürde konnte außer in Tirol inzwischen beseitigt werden. Die aktuell für den Zutritt diverser Geschäfte und körpernahe Dienstleistungen erforderliche häufige Testung auf Corona wird zwar mittlerweile in vielen Apotheken gratis angeboten, doch ist dabei eine E-Card vorzuweisen, welche die meisten unserer Mitglieder nicht besitzen. Mit erwartbarer zunehmender Digitalisierung im Sozialwesen wird eine Einbindung unserer Mitglieder in die nationale Gesundheitsvorsorge immer bedeutender. Auch hier erwartet uns eine wichtige Aufgabe!

Generell bereitet uns die finanzielle Absicherung unserer EU-Krankenkasse Sorgen. Einerseits steigen die Behandlungskosten bei gleichzeitig steigenden Zahlen an Versicherungsnehmern. Andererseits



**Karl
Doulik**

Präsident



sinken die Beiträge durch die zunehmende Anzahl an Beitragspflichtigen in niedrigeren Gehaltsstufen (Vertragsbedienstete, niedrigere Einstiegsgehälter). Die Abwicklungsstelle PMO ist daher ganz offensichtlich bemüht, zum Teil auch unter Missachtung der geltenden Regeln und des Statuts ihre Ersatzleistungen zu reduzieren sowie Prozeduren in die Länge zu ziehen. Erst kürzlich wurde eine Initiative von PMO bekannt, die Anwendung des Gleichwertigkeitskoeffizienten auf eine neue Basis zu stellen, was in vielen Mitgliedstaaten teilweise erhebliche Verschlechterungen beim Ersatz von Behandlungen und Operationen zur Folge hätte. Wir bitten, uns negative Erfahrungen bei der Abwicklung von Ersatzansprüchen bekannt zu geben, damit wir diese in unseren Gesprächen mit PMO gesammelt vorbringen können.

Auch wir Pensionisten sind bemüht, die Kosten für unser Gesundheitssystem (GKFS) bei Wahrung berechtigter Ansprüche so gering wie möglich zu halten und suchen daher bereits seit einiger Zeit nach Wegen, die zum Teil stark überhöhten Forderungen von Spitalern und Ärzten für Behandlung als Privatpatienten zu vermeiden.

Unser GKFS beruht auf dem Statut und dem Protokoll und hat damit eine gesetzliche Basis. Wir sind aber ausdrücklich vom Geltungsbereich der EU-Verordnungen zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit und damit vom österr. Sozialversicherungssystem ausgeschlossen und verfügen über keine E-Card (und damit keine EHIC- European Health

Insurance Card). GKFS wird nicht als öffentliche Krankenversicherung anerkannt, Behandlungen werden daher als sogenannte "Selbstzahler" verrechnet ohne jedwede Einstufung als Gruppe oder Kostendeckelung. Aktuell streben wir Vereinbarungen mit potenten, möglichst österreichweit tätigen Spitalsträgern für stationäre Behandlungen an.

Um den derzeit vertragslosen Zustand bei Früherkennungs-Untersuchungen für Pensionisten zu beenden, haben wir Kostenvoranschläge mit einigen Kliniken vorverhandelt und an PMO zwecks Vertragsabschlusses übermittelt. Es ist also zu hoffen, dass unsere Mitglieder ihre Vorsorgeuntersuchung bald wieder ohne großen Organisationsaufwand und finanzieller Vorleistung in einem einzigen Institut absolvieren werden können.

Mangels Berichtsmöglichkeit über interessante und gesellige Veranstaltungen konnten wir diesem wichtigen Thema ausführlich Raum geben. Wir hoffen aber, doch bald wieder zu schönen Orten oder Veranstaltungen einladen zu können – Ideen haben wir ausreichend gesammelt! Auch unsere vom Vorjahr verschobene Reise nach Parma wird hoffentlich heuer im Herbst stattfinden können. Bis dahin hoffen wir, dass alle erfolgreich geimpft sind, auch sonst gesund bleiben und unser Leben zu einer neuen Normalität zurückfinden kann.

PS.: Einen einfachen Selbsttest, ob Sie zur Corona-Risikogruppe gehören, finden Sie einige Seiten weiter hinten im Heft! ■



Die Corona-Pandemie und die damit verbundenen Einschränkungen haben auch uns in verschiedener Weise getroffen: Vorstandssitzungen finden seit fast einem Jahr nur noch per Zoom statt. Diese virtuellen Sitzungen ersetzen nicht ‚reelle‘ Treffen mit einem gemütlichen Ausklang. Aber auch Zoom hat so seine manchmal erheiternden ‚Momente‘, wenn z.B. im Hintergrund eines Teilnehmers sichtbar für alle das Abendessen vorbereitet oder eine Flasche Wein geöffnet wird...aber das wirkt ja vielleicht auch beschleunigend, was die Abarbeitung der Tagesordnung anbelangt.

Wann, wo und wie finden die Corona-Virus Impfungen in Deutschland statt? ist eine der häufigsten Fragen unserer Mitglieder. Wir empfehlen daher, wegen der föderalen Struktur in Deutschland sich an die jeweiligen Einwohnermeldebehörden zu wenden und die regionale und lokale Presse aufmerksam zu verfolgen. Man kann davon ausgehen, dass alle in Deutschland gemeldeten Mitglieder in der Prioritätenfolge (z.B. zuerst die über 80-jährigen) zur Impfung eingeladen werden oder sich anmelden können (mit viel Geduld online oder per Telefon).

Die geplanten Aktivitäten der Stammtische an 6 verschiedenen Orten Deutschlands mussten leider alle abgesagt werden. Die Organisatorin vom Stammtisch Karlsruhe bietet eine Teilnahme an der virtuellen Führung durch die Fotoausstellungen in den Hamburger Deichtorhallen an und ist

gespannt, wie diese Veranstaltung abläuft und ‚besucht‘ wird.

Unsere Jahrestagung 2020 mit Neuwahlen des Vorstands in Mainz musste abgesagt werden. Der gesamte Vorstand hat sich dankenswerterweise bereit erklärt, weiterhin seine Funktionen auszuüben. Bis zum Sommerbeginn werden wir entscheiden müssen, ob die auf Ende August 2021 verschobene Jahrestagung/Mitgliederversammlung in der Rheinland-Pfälzischen Hauptstadt stattfinden kann oder in anderer Form durchgeführt werden muss, oder ob sie gar gestrichen werden muss.

Ein Appell an alle Mitglieder hat doch einige Kollegen und Kolleginnen ermutigt, sich für die Unterstützung des Vorstandes einzubringen. Wir hoffen auch, dass sich Interessenten für die Wahlen zum Vorstand in diesem Jahr zur Verfügung zu stellen.

Es ist sehr erfreulich festzustellen, welche große Hilfsbereitschaft sich innerhalb unserer Vereinigung Ehemaliger gezeigt hat, bei den vielen Fragen zum Thema Impfungen, Masken, was tun bei Hilfsbedürftigkeit und erforderlicher Pflege im Seniorenheim usw. „Ehemalige“ als „...Komposties bzw. Grufties...“ zu bezeichnen, wie es mir bei einem medical check-up in Luxemburg passierte – was natürlich spaßig gemeint war, passte sicher in die Karnevalszeit. ■



Hendrik Fehr

Präsident
der A.I.A.C.E.
Deutschen
Sektion e.V.



Voluntariado em tempo de pandemia



Odete Machado
Teresa Luz

Quando, no dia 4 de Março de 2020, a Direcção da AIACE-PT chegou ao edifício Jean Monnet, em Lisboa, para a sua habitual reunião das quartas-feiras, foi informada de que temporariamente deixaria de ter acesso às instalações que até então ali partilhara. É que a pandemia, que começara com umas vagas notícias sobre mortes em Wuhan, chegara à Europa, grassava em Itália e noutros países europeus e já estava mesmo entre nós. Tínhamos de nos proteger, sobretudo enquanto grupo de risco.

Começou então uma corrida contra o tempo, uma vez que para o início da semana seguinte estava prevista uma acção de formação/reciclagem para voluntários. Era necessário encontrar um local alternativo e avisar todos os participantes, bem como a formadora. O tempo escasseava, mas conseguimos.

Quando no dia 9 pela manhã nos encontramos sem saber muito bem o que nem como fazer face à nova realidade, dizíamos meio a brincar que tínhamos de respeitar o *distanciamento social*. Alguns não gostavam da expressão, outros achavam-na mesmo bizarra para um povo latino para quem o contacto físico é tão importante. Verdade se diga que, naqueles dois dias, de distanciamento social só se ouviu a expressão. Estivemos juntos durante a formação, almoçámos juntos ... e máscaras nem pensar.

Depois veio o confinamento, que durou longas semanas. Aí entendemos verdadeiramente o significado da expressão *distanciamento social*, o que era a etiqueta respiratória e as indispensáveis práticas de higiene. E começámos a usar máscara. Mas não acabou. Dez meses passados, estamos em novo confinamento. Entretanto preparamo-nos para receber a almejada vacina que, graças à conjugação de tantos esforços e à acção determinante da actual Presidente da Comissão Europeia, está prestes a chegar. Há que resistir até lá.

Quer isto dizer que, à semelhança das reuniões da Direcção, as acções de voluntariado ficaram suspensas? De modo algum. Cumprindo a sua missão, os nossos voluntários continuaram a prestar ao longo do ano o apoio que lhes foi solicitado.

E foram bastantes os contactos telefónicos ou por email a pedir ajuda para a resolução de problemas que são recorrentes em áreas como a complementaridade, os reembolsos pelo RCAM, o apoio na dependência (tema que preocupa cada vez mais os nossos associados), a obtenção de termos de responsabilidade, os exames de check-up, questões relacionadas com o IRS, assuntos vários de ordem administrativa, etc.

Importa realçar o grau de satisfação com que este apoio é acolhido. Para os colegas voluntários, cuja acção abrange o Norte, Centro e Sul do país, é esta a verdadeira recompensa pelo seu esforço. ■



Zoom! Zoom! Zoom!!!

Every morning, after breakfast, one of our neighbours in Northeast England reads a bedtime story to her grandchildren in Australia. Schools, colleges and universities are having to deliver classes, lectures and seminars remotely. Our local Rotary Club has met remotely every week since the first lockdown and, this week will hold a virtual Burns Supper¹. Even the Mother of Parliaments has held debates and Prime Minister's Questions remotely. I will not forget the Speaker, in a booming voice, asking Boris Johnson (who was self-isolating in 10 Downing St) "Have you pressed the mute button Prime Minister?" If only.

All of those activities and thousands more have been made possible during lockdown by the 'Zoom' video conferencing platform² on the internet. Starting as a tool to enable inexpensive video conferencing for small businesses, its use has expanded dramatically during the pandemic and is now an established part of everyday life, to the extent that "Zoom fatigue" has entered the vocabulary. Other neologisms include "Zoom bombing", when a hungry cat or an inquisitive infant appears on the screen and the "Zoom suit", a smart shirt or blouse worn with an equally smart jacket and tracksuit or pyjama trousers.



Tom Kennedy
AIACE-UK,
Chairman

1 An annual celebration by Scots of our national poet, Robert Burns.
2 Other similar platforms are available. Notably Microsoft's "Teams", which is favoured by educational institutions, Google Meet and Blackboard Collaborate Ultra.



“

Nonetheless, for a lonely or isolated person in a care-home, Zooming with loved ones is no substitute for a hug or a warm hand

”

AIACE-UK has not been slow to adapt to the tool. All of our Committee meetings since the first lockdown have been held via Zoom. At the most recent meeting one participant “attended” from South Africa. Several of our regional groups, led by Scotland, have held Zoom meetings for their respective memberships. The first Scottish meeting included a speaker making a presentation from London. At another group meeting several members attended from their homes in Belgium, France and Greece. Two members, previously unknown to each other, discovered that they lived in the same city in Southern France and arranged to meet for a (socially distanced) drink.

In November we organised a General Meeting (ZGM) with David O’Sullivan, former Secretary General of the Commission, as our distinguished guest speaker. The meeting was attended by 100 members (the maximum allowed by our subscription) and many more later watched the recording of the meeting on our website.

Using Zoom in those ways presents many advantages. Participants, sometimes from far-flung corners of the country, or even abroad, do not have to spend time and treasure travelling to a central venue. This can give rise to savings in the Branch budget (a “Zoom dividend”). Members who might not be able or willing to travel can attend without difficulty, thus widening the range of those who can participate. Such an increased attendance can only be

beneficial to transparency and the life of the Branch generally. The most interesting speakers often lead busy lives and they too may be more willing to give us their time if they do not have to travel.

Nonetheless, for a lonely or isolated person in a care-home, Zooming with loved ones is no substitute for a hug or a warm hand and even if academic courses *can* be effectively dispensed by Zoom, the encouraging presence of a live teacher, not to mention a group of classmates is irreplaceable. Similarly, while Zooming does enable us to get the Association’s work done, I have never attended a live meeting of the Committee or with members when I haven’t come away with some unexpected information or insight often from a chance remark or a conversation “*en marge*”. Our organisation also has an important social dimension which I sincerely hope can be restored once the pandemic is behind us. The benefits of sharing a congenial meal or chatting over a drink are significant too.

With all of its advantages Zoom and the alternative meeting platforms are clearly with us to stay and perhaps the pandemic has only accelerated their impact on our lives. The UK Committee has already considered some of the ways that we can work in the future, incorporating, but not exclusively dependant upon Zoom. We would like to hear the views of national branches on the subject as well as other ways in which you have been using Zoom. ■



Still zooming along ...



It is strange today to imagine that a year ago, only the computer nerds among us had heard of the video conferencing tool Zoom. Then the Corona hit us – and the rest is history, as they say. If only ...

Since then, the range of video conferencing tools has exploded: Teams, Webex, Skype, Blue Jeans ... All of them promise to make us almost forget that we are cooped up in our home, unable to go to work, attend classes, travel or even see our friends for a drink, or go to our fitness classes.

Because Zoom (and all its mates) changed things. For us, it started with us being invited to a 60th birthday party – on Zoom! We were requested to be on time (!) and to wait patiently in the waiting room until the host (the birthday child's computer savvy sons) would let us in. Each guest was then given the occasion to shake virtual hands with the birthday child, before being ushered into the virtual cocktail lounge to mingle with the other guests.

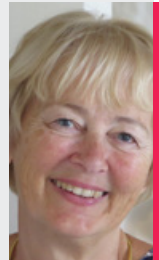
Shortly afterwards, my husband caught a respiratory illness – from garden work, definitely not Corona, but there was no way the doctor was going to see him in person. He was given an appointment – you guessed it, on Zoom (or something like it)! At the appointed time, he logged in on his PC, was shown into the virtual waiting room, and suddenly the doctor was there, just as if he had turned up at the surgery – except of course that there was no physical examination, but that was not essential in a country where all prescriptions and referrals to specialist doctors are 'in the cloud'.

Schools were closed down, and suddenly a lot of pensioner grand-parents turned into home-schooling supervisors, to give the parents a chance to finish their Teams conference calls at the dinner-table. Some of those kids were able to show their grand-parents a trick or two on their IpadS ...

Our normal AIACE board meetings, which used to end with a nice lunch, were of course totally out of the question – the restaurants were closed, and anyway, even if we could have kept numbers just under the recommended maximum, it did not seem like the right thing to do, as we were all in the high-risk age group. Again, Zoom came to the rescue, and we have been able to carry on our work – although we do miss the opportunity to chat with each-other over lunch afterwards!

We started exploring more possibilities: As Covid-19 became more menacing, we turned to the internet to order anything and everything, from daily shopping to birthday and Christmas presents. The investment company which used to invite us twice a year to an 'interesting' talk by one of their experts over a very nice meal, accompanied by some excellent wines, started inviting us for webinars instead – I guess we should really try it one day, but somehow we haven't quite found the time yet for that particular offer ...

The fitness centers were quick to offer yoga classes on Zoom – but working from home has had the unexpected side effect that many people are actually getting outside far more than before. Denmark is a country full of summerhouses near the



Eva Dudzinska



President of
AIACE-Danmark
aiace-webmaster@
aiace.dk



beaches, and many now have all modern facilities, including fast internet. Whereas these areas are normally deserted outside the summer months, since March 2020 a lot of home-working people have moved house temporarily to be closer to nature. The time they save on commuting mornings and evenings, they spend by taking a walk to the beach or a bike ride through the forest at lunchtime, and they come back refreshed. The “summerhouse countryside” has been teeming with people throughout the winter, and more people than ever spent Christmas there, providing the small local shops with a welcome extra income.

And when they come back in from the cold, Zoom and Teams have more to offer: Virtual

‘apéros’ or coffee tables have really caught on, and it is remarkable how nice it actually is, once you have overcome your initial reluctance. We are social creatures, and it feels good to chat around the sofa table, even if your friends are sitting inside your lap top!

Many of us are feeling lonely during this difficult period. It is hard not to be able to see and hug our family or even go out and see our friends, and it looks like this situation will carry on for some time still. Let us all try to use whatever means are at our disposal to lift the spirits of ourselves and others. If Zoom is a step too far for you, pick up the telephone – or chat to your neighbour over the hedge. Summer – and the vaccine jab – will not be far away! ■

DG Human Resources and Covid-19: Thank you

All along the pandemics, DG HR has kept an active and supportive role for all staff, and in particular for us, the retired. Information letters and support measures have been good and plenty. Coverage of Covid-19 related expenses has been addressed generously, and for some specific measures such as psychological support, prior authorisation requests have been waived.

Furthermore, a list of national contact points has been created, and cooperation with Member States has been established. However, one special and stressful issue, which at the moment of sending this VOX issue to print has not yet been entirely resolved, is access to vaccination in some countries.

Covid-19 vaccination campaigns have been declared a public health issue. They will be free of charge and will in time cover the whole population. Yet, in several Member States, those persons insured under JSIS are treated as private patients and do not necessarily have the same treatment as those insured under national health systems.

The Director General of Human Resources addressed letters to Permanent Representations in Brussels before the end of 2020, drawing their attention to these issues and asking for their help to ensure that EU pensioners are granted equal access to national vaccination campaigns.

Since then, Christian Roques, the Director for Health and Well Being, has been regularly in touch with EU Representations in Member States and has kept AIACE international, AIACE national sections and all retired staff informed about EU and national support. PMO 6 (Ispra) has also actively been in contact with Member States authorities to solve specific problems, in particular in Spain and Italy.

We wish to thank warmly PMO, DG HR, and in particular Christian Roques, for their understanding and support in this difficult situation.

<https://myintracomm.ec.europa.eu/coronavirus/Pages/index.aspx>



INTRODUCTION

This time last year, we were just learning about this mysterious virus emanating from China and we were already anticipating our exit from it in time for the summer vacation. Now, we are in the depths of our 3rd lockdown, and 4th mutant variation and with numbers of deaths, hospitalisations, school closures, business lockdowns, travel bans, socialising bans all being shattered on a rolling basis.

In Ireland, a “smallish” island, one might think it should not be too hard to replicate the New Zealand model – another small island with a comparable population. However, apart from being a relatively affluent society, and living on an island close to many exotic European destinations, we are also an extremely open economy, reliant on essential travel and on inward tourism, with a huge Irish diaspora worldwide, with many working abroad who want to visit family and friends at home.

While the general population is complying with all the lockdown rules, a small minority feel entitled to give themselves a temporary exemption in order to attend weddings, funerals, family gatherings, music sessions, sporting events, and generally just to keep in touch with friends. Now at last it is dawning on us that we cannot have it both ways and the government is introducing harsher rules, particularly around foreign travel: this should help us to get on top of the situation so we can realistically look forward to some kind of normalcy later in the year. And this process has got a great “shot in the arm” by the roll out of the vaccine programme.

Social Affairs

Last year we held our AGM on 14 February and little did we realise that that was to be our last social action of 2020. While we had a full social programme in place, each item fell like a row of skittles as the year progressed and Covid became more rampant. Ever optimistic, we have drawn up a full programme again for 2021, details below:

- AGM by ZOOM 26 Feb**
- Spring Lunch 16 April**
- Mid-Summer Lunch 18 June**
- Autumn Golf Classic/Supper at Killiney GC in Dublin ... 17 September**
- Christmas Lunch 3 December**

Of course, everything is in the lap of the Gods and, at this stage, it would take a super optimist to believe our Spring Lunch will go ahead. However with the roll-out of vaccines, it may well be possible to hold the Autumn Golf Classic and Supper—we will wait and see. A few years ago, a party of our Finnish golfers came to Ireland for a week and we arranged a golf challenge and dinner. They have now signalled that they hope to come to our Autumn Golf Classic this year, when we will resume rivalries. They are, of course, very welcome – as are any other AIACE members who would like to join us then.

AGM 2021

The first item in our 2021 programme is the Annual General meeting, scheduled for **Friday, 26 February 2021**. This time it will be a Zoom event and will be the first time we will hold a Zoom event on this scale.



Frank Fahy





We expect about 100-150 members to Zoom in. We are delighted to have David O Sullivan, former Secretary General of the European Commission, former Trade Director-General and former EU ambassador to the USA as our guest speaker. The subject of his talk will be “Transatlantic Relations Post-Brexit – USA/UK/IRL/EU”.

Donation to Charity for Christmas

Our Committee decided that it would be appropriate to donate a sum from AIACE Ireland to charity this Christmas, using funds arising from savings made by the cancellation of the 2020 annual Social Programme. Although such a donation is contrary to our established policy, we felt that these exceptional times justified this exceptional decision. Accordingly, a sum of 1,000€ each has been donated to the Samaritans and to the Society of St Vincent de Paul.

JSIS

Negotiations between the JSIS and a local health centre broke down at an advanced stage in Autumn 2020. As a result, there continues to be no approved health centre offering bi-annual medical check-ups in Ireland since December 2018.

Digital Members' Handbook

We have developed a digital version of our Members' Handbook that can be accessed on our web site (as requested by many members responding to our recent membership survey). It replaces the hard copy loose leaf binder, that served us so well for the last 6 years.

New Members

We had 20 new members in 2020, bringing current AIACE Ireland membership to 256.

AIACE UK section

In order to bid a fond farewell to our UK friends we were happy to present them with a friendship plaque at a Zoom General Meeting of the UK section on 18 November; see photo below.

Committee meetings

Since Covid-19 hit, we had **four Committee meetings in 2020**, all via Zoom, to ensure business continuity. A further meeting was held on 22 January 2021 and a preparatory meeting for our AGM took place on 12 February. We expect to continue with our committee meetings via Zoom until such time as 'physical' meetings can take place once again.

Regular Info Bulletins/Vox

During 2020, we sent 2 information bulletins to our members and prepared a contribution to VOX, focussing on Covid, in June.

DOWN MEMORY LANE

Since we have been deprived of our annual excursion, photographs of previous 'sorties' are included below: Kilkenny, 2015; Waterford, 2016; Birr Castle 2018; Armagh, 2019. Hopefully, we will soon be on the road again. And we thank our fellow Committee member, Denis Smyth for keeping photographic records of these events.

What the future holds....

At the time of writing, we are locked down until beginning March. Like everyone, we are hoping for better times to come. We send our fellow AIACE members across the EU our very best wishes and look forward to meeting again in the not too distant future. ■



ARMAGH 27 MARCH 2019



BIRR CASTLE 26 MARCH 2018



KILKENNY, 24 FEBRUARY 2015



WATERFORD 28 FEBRUARY 2016



Going for a variety of hybrid and remote events



Tapani Piha
Pekka Karp

When the COVID-19 pandemic hit Finland and the meeting restrictions entered into force, AIACE-Finland was just bracing itself for its annual meeting in March 2020. The meeting was cancelled promptly and the board had to start meeting virtually. This worked so well that the board continued its work, led by Heikki Salmi, as if nothing had happened (see VOX 116, pages 55-56).

When it became clear that the exceptional situation continues, AIACE-Finland started preparing for a remote annual meeting. The Finnish Parliament had in the spring adopted a law allowing associations to hold their annual meetings remotely, even if this was not included in their statutes. In September the situation had improved and AIACE-Finland opted for a hybrid format, where some participants (20, the maximum allowed) could participate onsite and others remotely. The annual meeting went very well. Some agenda items were presented by board members onsite, others by board members remotely. The meeting completed all its business, discussing properly the matters on the agenda and even celebrating a departing board member and Heikki, who passed on the association's presidency after 11 years at the helm (VOX 117, page 44).

Thinking behind the hybrid annual meeting in September 2020

- Ensure that all the members of the association can participate fully in the meeting despite the distance to the meeting site (held in the Capital, Helsinki) and the COVID-19 situation.
- Enable on-site participation for those members who so wish but limit the number of on-site participants to the maximum stipulated by the authorities.
- Give every participant—regardless of the mode of participation – the same experience and possibility to engage in the discussion and decision making.

But AIACE-Finland decided to go further: the statutes were amended to allow remote participation in all future annual meetings. This was in keeping with the conviction that digital participation will be the standard of the future, allowing participation of all members regardless where they live in Finland, or even abroad.

A hybrid meeting offers the best of both worlds, participation onsite and remotely. But this means an extra layer of complexity. We had to organise a traditional onsite meeting and at the same time a remote one. Furthermore, the ambition was to offer the same experience of participation, interaction and influence for all participants, no matter the mode of attendance.

Encouraged by the positive experiences and forced by the pandemic, AIACE-Finland organised in November a membership event, an EU policy lecture as a hybrid event. Then in January, we tested a remote only interview event with the ex-commissioner Erkki Liikanen (see the article in this VOX).

Picture 1. The hybrid event brings together remote and onsite audiences. The technical setup uses 2 cameras and microphones for a good, shared experience.

Remote participation is not limited to official meetings and formal lecture events but can be extended to social events as well. Thus AIACE-Finland decided to organise its Christmas party remotely. Participants were asked to take vin chaud and gingerbread with them and sit comfortably on a sofa rather than at a desk. The event sported recorded music performances by the Association's band Rubato, a welcome by the President, greetings from Brussels by Permanent Representative Marja Rislakki, an open forum with messages from members around Finland and in Spain, and finally a visit of Santa Claus himself.

Picture 2. The Christmas party highlighted the possibilities of digital interaction but also underlined the need for a good script for an event and the need for technical backup arrangements.

The technical setup has been developed by the volunteers of the association, with prosumer grade equipment, partly owned by the Association and partly by volunteers. During this journey a lot has been learned and our sophistication has increased. The only major hiccup was the mechanical breakdown of the internet

connection (router) 15 min before the Christmas party, forcing the host to resort to a reserve connection, which was not ideal for the music videos.

We have used Zoom as the platform due to its relatively cheap price, many features and simplicity, but any similar platform would work as well. Prior to the events, test sessions were organised to the members uncertain about their skills to join and eventually to troubleshoot their setup. Now after four fully remote or hybrid events our members have learned to participate without major problems.

The ingredient of success is fearless experimenting with new opportunities—and good organisation.

Practical tips for great events

- Secure the legal background for remote participation as required by the national law for remote meetings.
- Ask all participants to register for the meeting or event as an on-site or remote participant.
- Offer a practicing opportunity for members to check their connection and software.
- Keep technical arrangements as simple as possible.
- Elaborate a detailed annotated meeting agenda and flow for the chair and the remote connection host.
- Build the technical setup in the actual meeting room and test it in advance.
- Have at hand a backup for every component (equipment) and even a reserve internet connection.

A detailed presentation of practical arrangements is available from the authors. ■

“
Remote participation is not limited to official meetings and formal lecture events but can be extended to social events as well
”



La communication dans tous ses états pour AIACE France !



Jacques Babot

Sécrétaire Général
AIACE-France

Dès la fin février 2020, la section AIACE France a mis en place une organisation capable d'assurer la continuité du service aux adhérents.

Un monde virtuel a été créé grâce à 4 types d'application permettant de délocaliser le secrétariat par le télétravail et les renvois téléphoniques flexibles, améliorer les contacts avec les adhérents grâce à l'établissement de listes de diffusion sur des critères géographiques/ thématiques et enfin permettre un contact très convivial entre les membres du Bureau, le Comité et les Délégué(e)s grâce à la vidéo-conférence.

- Le télétravail étant devenu un mode de travail habituel, nous avons dû acquérir un équipement spécifique, finalement identique à celui utilisé par les services de la Commission à Bruxelles. Un portable haut de gamme relié à une " docking station " avec scanner, imprimante, moniteur dédié facilite l'utilisation du même portable au bureau et au domicile de notre secrétaire. Bien sûr, cet ordinateur portable comporte toutes les applications indispensables, telles que la base de données des 1 300 adhérents, l'interface des listes de diffusion, les configurations pour la vidéo conférence et toutes les applications bureautiques possible.

- Les renvois téléphoniques du siège de Paris sur un numéro portable dédié permettent une grande flexibilité pour changer les messages du répondeur téléphonique et un basculement automatique vers le numéro d'appel du secrétariat ou celui d'un bénévole de permanence à des heures précises d'ouverture du bureau virtuel ".

Pour les vaccinations, une aide " en ligne " sur un numéro dédié est permanente.

- Les listes de diffusion (qui existaient bien évidemment déjà avant la pandémie) comportent, une liste globale de tous les adhérents, 10 listes régionales, des listes thématiques (Fiscalité, Comité, Délégués régionaux.). Seules les listes du comité et délégués peuvent servir de forum de discussion. Les autres ne servent qu'à la diffusion d'informations.

Le système des listes de diffusion utilise une structure d'hébergement internet à but non lucratif, " Domaine public " <https://www.domainepublic.net> autogéré par ses membres.

Le nombre d'abonnés des listes de diffusion est illimité, l'envoi des messages se fait très simplement sur l'adresse de la liste de diffusion (par exemple : Global_france@



list.aiace-france.eu) depuis n'importe quel équipement permettant l'envoi d'un email (même depuis un smart phone). Les habilitations d'envoi sur les listes sont données à chaque délégué régional, et aux membres du Bureau. La mise à jour de toutes les listes est faite de manière hebdomadaire par notre secrétariat.

Les listes de diffusion sont un outil très puissant de communication surtout en période de crise, mais à utiliser en suivant des règles rigoureuses, tant pour le contenu que le format car un seul click provoque l'envoi des messages à plusieurs centaines de collègues.

Pendant cette période de vaccination, les listes de diffusion permettent en temps réel de donner les dernières informations et conseils.

- La vidéoconférence mise place dès fin février 2020 nous a d'abord permis des réunions "de crise " du bureau, afin de mettre au point notre stratégie. La plateforme retenue a été celle de CISCO, WEBEX qui était recommandée aux services de la Commission.

Très rapidement notre usage s'est étendu aux réunions du Comité/Délégués, aux séminaires de formation des bénévoles et

bien sûr aux contacts bihebdomadaires avec notre secrétariat à Paris pour gérer le quotidien. Pour des raisons évidentes d'économies, nous n'avions jusque-là que 2 réunions du Comité et Délégués (1 par région) par an. Grace à la vidéoconférence, nous nous sommes réunis 1 fois par mois. Ce système sera probablement poursuivi lorsque la vie sera redevenue comme avant, tout en conservant un minimum de réunions en présentiel.

Un système de prise en main sur les ordinateurs distants est aussi utilisé pour résoudre les problèmes techniques informatiques tant avec le secrétariat qu'avec des adhérents.

L'utilisation intensive des technologies a certes permis un travail d'équipe de tous les instants entre les bénévoles de AIACE France, mais c'est surtout l'esprit de solidarité et la disponibilité de chacun qui nous ont permis d'aider nos collègues en ces temps si difficiles. ■

“
Les listes de diffusion sont un outil très puissant de communication surtout en période de crise
 ”



In memoriam

Abdoul Aziz MBAYE



*Françoise
Mentré*



C'est avec une infinie tristesse que j'ai appris qu'Aziz nous a quitté le 3 février dernier, victime de la covid 19.

Celles et ceux qui ont croisé son chemin se souviendront sans doute de son impressionnant CV regroupant de multiples compétences professionnelles, de discussions passionnantes toujours étayées par une argumentation précise, et également de son sourire et de sa joie de vivre, ainsi que de ses qualités humaines, tout aussi remarquables.

Chercheur au CNRS, il avait rejoint le programme ESPRIT à la Commission en 1988 et s'était ensuite orienté vers l'aide au développement, ayant été en poste dans plusieurs délégations, le dernier en date comme Chef de la Délégation Régionale du Pacifique à Fidji.

En 2012, il n'a pas hésité à prendre un CCP au cours duquel il a rejoint le Sénégal, son pays d'origine, en tant que Directeur de Cabinet du Président de la République nouvellement élu, puis comme Ministre de la Culture.

Au terme de sa carrière à la Commission en 2016, il est rentré au Sénégal où il exerçait la fonction de Conseiller Spécial auprès du Président de la République.

De nombreux éloges sont parus dans la presse sénégalaise ces derniers jours et j'ai souhaité, moi aussi, rendre hommage à cet ancien collègue rencontré à Bruxelles et qui fut mon ami pendant plus de trente ans.

In memoriam

NOM, PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ALFARANO Nora	22/04/1948	01/01/2004	05/01/2021	COM
AMATO Antonio	01/06/1951	01/11/1997	07/12/2020	COM
ANNESE Giovanni	15/08/1949	01/01/2011	30/12/2020	PE
APERGHIS George	16/08/1942	01/09/2007	20/12/2020	COM
AUCHET Michel	09/05/1929	01/06/1994	25/01/2021	COM
BACIOCCOLA Giancarlo	25/06/1933	01/07/1998	14/12/2020	PE
BASSE Finn	27/10/1945	01/09/2004	12/02/2021	COM
BENICHOU Francine	30/05/1938	01/05/1993	05/12/2020	COM
BENIGAUD Claude	29/06/1938	01/07/1998	06/02/2021	COM
BERTIN Pierre	27/07/1920	01/03/1984	21/01/2021	COM
BILLIAU Marie Rose	24/12/1930	01/11/1992	29/12/2020	COM
BINA Luciano	22/11/1934	01/10/1979	13/02/2021	COM
BONIFANTI TONELLA Piera	29/11/1943	01/07/2007	26/12/2020	COM
BOURDON Jean-Louis	07/02/1933	01/01/1995	10/02/2021	COM
BRUCH Roland	12/11/1951	01/01/2014	02/12/2020	PE
BRYAN-KINNS Merrick Charles	14/07/1945	01/08/2008	30/11/2020	CM
BUCCHINI François	21/01/1932	01/02/1997	13/01/2021	COM
CALDERINI Giampiero	27/03/1942	01/04/2007	20/12/2020	COM
CAMPANA Maurice	29/03/1935	01/03/1990	12/12/2020	COM
CANALI Umberto	09/09/1931	01/12/1993	30/11/2020	COM
CARAVELIS Georges	13/07/1949	01/08/2014	11/02/2021	PE
CARDIFF Brendan	05/02/1941	01/10/2004	27/12/2020	COM
CARLISLE Alan	30/08/1948	01/09/2006	08/12/2020	PE
CHAILLET Christophe	15/12/1961	01/01/2020	24/12/2020	MIN
CIMORELLI Carlo	04/11/1949	16/03/1982	24/01/2021	COM
COMANDINI Italo	02/08/1944	01/09/2009	16/01/2021	COM
COMPARETTO Giuseppe	07/04/1934	01/05/1999	29/01/2021	COM
CONTARDO Faustino	31/12/1922	01/01/1988	11/12/2020	COM
CORTELLINI Walter	17/04/1958	01/11/2010	27/12/2020	COM
COWOOD John	02/05/1939	01/06/1999	04/01/2021	COM
CUERONI Umberto	04/04/1935	01/08/1990	23/02/2021	COM
DANNER Jacqueline	20/08/1927	01/09/1990	30/11/2020	COM
D'ANVERS Didier	27/03/1957	01/07/2018	29/11/2020	COM
DE BOER Antina	10/07/1939	01/06/1990	05/01/2021	PE
DE COENE Raphael	04/09/1931	01/09/1992	29/11/2020	COM
DE MEESTER Roger	25/01/1932	01/09/1993	27/11/2020	COM
DE MICHELE Antonio	31/10/1945	01/08/2007	13/02/2021	PE
DE MICHELIS Therese	15/02/1933	01/05/1995	27/12/2020	COM
DE OLIVEIRA E SOUSA Jorge	05/10/1945	01/12/2006	08/01/2021	COM
DE ROECK André	25/01/1947	01/01/2004	27/10/2020	COM
DE SANTIS Oscar	30/07/1946	01/08/2011	17/01/2021	PE

NOM, PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DE VLAMINCK-EINBERGER Alice	17/01/1932	01/02/1992	09/01/2021	COM
DECLERCQ Michel	28/10/1962	01/06/2013	18/12/2020	CM
DEKOCK Elisabeth	02/05/1944	01/05/1984	31/10/2020	COM
DEVISONI Ulisse	20/01/1935	01/05/1999	22/01/2021	COM
DEVRESSE Jacques	20/06/1955	01/02/2010	04/01/2021	CM
DHOOP Guy	27/02/1939	01/05/1997	18/02/2021	COM
DI MURO Giovanni	05/05/1936	01/06/2001	22/11/2020	CES
DOS SANTOS FERNANDES Jose Carlos	06/06/1954	01/08/2005	31/01/2021	COM
DUPONT Simonne	22/03/1925	01/06/1986	06/02/2021	COM
EHLICH Erika	18/07/1929	01/03/1989	10/12/2020	COM
EL OUDNI-PEUTEMAN Anne-Marie	27/01/1936	01/01/1998	31/12/2020	COM
FABRY Paul	15/12/1936	01/01/1999	21/12/2020	CM
FAHY Joseph	04/12/1934	01/01/2000	09/02/2021	PE
FOUARGE Alphonse	14/12/1934	01/01/1995	07/01/2021	COM
FRANSEN Torben	08/12/1941	01/01/2007	21/11/2020	COM
GIBSON Paul	07/10/1940	01/11/2004	29/01/2021	COM
GMELIN Wilhelm	22/04/1940	01/01/2001	15/01/2021	COM
GRIESBACH Jean	12/04/1924	01/01/1985	05/12/2020	PE
GUBBINI Bruno	28/10/1935	01/07/1995	10/12/2020	COM
GUBENSEK Cecile	16/03/1944	01/09/1988	24/01/2021	COM
HENRY Gabriel	15/06/1946	01/05/2002	03/11/2020	COM
HERRMANN Werner	09/07/1941	01/04/2004	26/01/2021	COM
HEUSGHEM Jose	27/06/1927	01/07/1992	03/02/2021	COM
HOWARD James	22/05/1961	01/08/2019	26/11/2020	COM
INFANTELLINO Ernesto	07/11/1932	01/09/1982	17/01/2021	COM
INGERSLEV Ida	10/11/1940	01/10/2004	14/01/2021	COM
JACKSON Christine	17/06/1953	01/01/2007	19/01/2021	COM
JEANTILS Josiane	13/02/1946	01/10/2009	24/12/2020	PE
JERAL Jean-Paul	09/02/1951	01/07/2008	07/12/2020	COM
JOHANNES Hartmut	20/05/1931	01/06/1996	22/01/2021	COM
JONCKERS Marc	24/08/1951	01/01/2013	14/12/2020	COM
KALMES Wiltrud	27/06/1939	01/07/2004	26/12/2020	PE
KISFALUSI Ladislav	12/12/1924	01/07/1983	01/01/2021	COM
KLOETZER Reinhard	12/05/1925	01/03/1990	20/02/2021	COM
KWANT Albert	01/02/1953	01/07/2014	07/01/2021	COM
LANNON Joseph	13/03/1941	01/05/2003	05/12/2020	PE
LAROCHE Denise	24/03/1937	01/03/1984	21/12/2020	PE
LEISEN Patrick	14/12/1951	01/01/2012	09/02/2021	COM
LEYSEN Mark	24/08/1946	01/05/2009	30/12/2020	COM
LLANSO Roman	21/04/1947	01/03/2011	24/06/2020	COM
LOCCHI Giovanni	07/07/1936	01/02/1997	23/02/2021	COM

NOM, PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
MARCHALANT Dominique	30/11/1955	01/09/2013	27/12/2020	COM
MARTIN RODRIGUEZ Alicia	08/06/1948	01/12/1993	18/02/2021	COM
MARTINEZ RODRIGUEZ Luis	04/11/1954	01/03/2011	09/01/2021	EAS
MASSET Hilda	31/03/1941	01/09/1988	02/02/2021	COM
MASSIN Yole	19/04/1949	01/02/2012	07/02/2021	COM
MAY Ingrid	16/09/1937	01/09/1998	14/02/2021	PE
MAZZONE Massimo	24/03/1945	01/08/2007	22/01/2021	COM
M'BAYE Abdoul	18/10/1954	01/11/2016	03/02/2021	EAS
MENIS Claudio	15/08/1955	01/01/2016	11/02/2021	COM
MESSAHEL Ahmed	16/03/1943	01/04/2008	26/01/2021	CM
MISENTA Rolf	29/06/1929	01/07/1994	12/01/2021	COM
MOISELLO Lucia	26/05/1949	01/09/2010	05/01/2021	COM
MOLINET Roger	05/10/1944	01/11/2004	04/12/2020	COM
MORANDINI Giovanni	28/12/1926	01/05/1989	03/12/2020	PE
MORASCHI Stefano	14/06/1947	01/06/2012	02/12/2020	COM
MOSCHTERT Mady	25/10/1955	01/02/2005	19/12/2020	CC
MOUTON Max	23/01/1934	01/07/1996	02/12/2020	COM
NAUMANN Paul	19/12/1926	01/01/1992	24/01/2021	COM
NICKEL Jürgen	17/10/1936	01/06/1987	30/01/2021	COM
NIEWIADOMSKA Izabela	13/09/1974	01/10/2011	18/11/2020	COM
NISBET-CORNILLE Edith	12/11/1950	01/01/2015	16/12/2020	COM
NOBRE Ana Maria	18/08/1962	01/03/2014	08/12/2020	CM
O'MEARA Marie	17/08/1941	01/02/2003	20/11/2020	DUB
PAESMANS Hubert	03/07/1944	01/08/2009	14/01/2021	COM
PALAZZI Alessandro	15/04/1933	01/05/1998	29/01/2021	COM
PARFAIT Daniel	02/11/1939	01/12/1999	28/11/2020	PE
PAVESI Dante	23/10/1937	01/11/1997	05/02/2021	COM
PIERGROSSI-FRASCHINI Anna	08/08/1949	01/09/2014	08/02/2021	COM
PISANESCHI Giovanni	17/11/1932	01/05/1993	04/01/2021	COM
PITHAN Karin	04/10/1942	01/06/2006	20/11/2020	COM
PLACIDO Luis	14/09/1946	01/10/2006	16/01/2021	CJ
PLATE Rosemarie	12/09/1938	01/08/2002	20/07/2020	COM
POELMAN Jacobus	27/07/1933	01/01/1989	23/01/2021	COM
QUICHERON Jean-Bernard	13/01/1940	01/10/2003	14/01/2021	COM
REIS Manuel	25/02/1944	01/03/2009	22/01/2021	COM
RICOU Robert	18/06/1930	01/04/1992	31/12/2020	COM
RIEDER Reinhard	22/01/1954	01/02/2017	04/12/2020	COM
RIGODANZO Giovanni	04/03/1943	01/04/2008	25/12/2020	COM
RONCARI Luigi	17/06/1941	01/07/2006	30/11/2020	COM
ROSEN JACOBSON Andree	03/11/1950	01/01/2013	31/01/2021	COM

NOM, PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ROSEROT DE MELIN Francois	07/11/1944	01/12/2009	03/11/2020	COM
SCARDIGLI Rita	07/11/1949	01/12/2012	23/09/2020	COM
SCHEPERS Gery	06/05/1952	01/01/2011	28/11/2020	CES
SCHMALE Tine	08/09/1939	01/10/2004	06/01/2021	COM
SCHMIDHUBER Peter	15/12/1931	01/02/1995	26/12/2020	COM
SCHMIDT Klaus	24/07/1945	01/07/2006	29/12/2020	COM
SCHOUTEN Jacob	08/07/1931	01/11/1994	17/02/2021	COM
SCHRADER Karl-Heinz	20/02/1938	01/10/1998	28/11/2020	COM
SCHROEDER Robert	29/09/1933	01/10/1998	28/12/2020	PE
SCHVEGER Judith	25/03/1981	16/11/2019	01/01/2021	COM
SCHWAIGER Konrad	25/04/1935	01/10/1996	11/01/2021	CES
SCHWAIGER Norbert	11/05/1937	01/01/2002	01/02/2021	CM
SEGERGREN Nils Erik Ingemar	17/05/1937	01/03/2002	18/12/2020	COM
SELFLAG Raoul	14/01/1941	01/02/2001	02/12/2020	COM
SEVERS Arlette	08/10/1938	01/09/1996	21/11/2020	COM
SIMONETTA Luigi	18/03/1937	01/05/1999	27/01/2021	COM
SLEGERS René	13/05/1957	01/04/2019	29/11/2020	COM
STAGNO Giovanni	08/07/1952	01/01/2014	05/02/2021	COM
STAVROU Stavros	14/09/1945	01/10/2005	15/02/2021	BER
STICH Alois-Karl	29/09/1936	01/10/2001	02/01/2021	CM
SUENSON Mikael	23/09/1932	01/10/1997	26/11/2020	COM
TACK-DUPONT Liliane	14/05/1927	01/04/1991	04/02/2021	COM
TEIXEIRA FERREIRA Ana	02/12/1940	01/09/2001	26/12/2020	COM
TEUCCI Franco	13/02/1940	01/02/1996	30/12/2020	COM
TREU-RICCO' Gina	06/07/1927	01/02/1990	15/12/2020	COM
TUSCHLA Hans-Peter	08/05/1948	01/04/2007	25/12/2020	CC
VALADARES Manuel	26/06/1946	01/01/2011	29/01/2021	CJ
VAN DER WEIJ Hilbrand	07/02/1935	01/03/1996	11/02/2021	CM
VAN GERWEN Ivo	15/06/1937	01/04/2000	02/12/2020	COM
VANDECAVEYE Gabrielle	23/03/1938	01/05/1999	04/12/2020	COM
VANSANT Josef	20/01/1943	01/07/2001	21/02/2021	COM
VARILE Giovanni	13/11/1947	01/11/2004	26/12/2020	COM
VERGEAU Bernard	11/08/1935	01/09/2000	10/02/2021	COM
WARD Jonathan	27/05/1954	01/02/1997	03/01/2021	COM
WEBER Gerhard	27/05/1936	01/06/2001	18/01/2021	CJ
WENK Ruediger	30/04/1941	01/05/2006	10/02/2021	COM
WISBACHER Johanna	24/06/1928	01/04/1982	16/02/2021	COM
WOELCKEN Klaus	01/03/1935	01/06/1998	21/12/2020	COM
ZWART Cornelis	13/11/1930	01/03/1993	07/12/2020	COM

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX?

Le VOX est le magazine de l'AIACE Internationale et est envoyé par la poste à tous les pensionnés des institutions européennes. Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse ci-dessous: Commission européenne, DG Ressources humaines et sécurité, Rue de la Science no 11, bureau 02/001, 1049 Bruxelles - Belgique en mentionnant votre nom, prénom et numéro de pension

DO YOU WANT TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX?

VOX is the magazine of AIACE's International section and is sent by post to all the retired staff of the European institutions. It is also available online on the website of AIACE International: <https://aiace-europa.eu>. under the heading 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version of VOX, you can:

- send an email to the functional mailbox HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu indicating your name, and your pension number – or
- write to the address: European Commission, DG Human Resources and Security, Rue de la Science n° 11, office 02/001, 1049 Brussels, Belgium indicating your name and your pension number

En raison de la fermeture des bâtiments à la Commission, le Secrétariat fonctionne en télétravail. Il n'est malheureusement plus possible de joindre les collègues par téléphone. Il est possible de les joindre par courriel aux adresses habituelles : aiace-int@ec.europa.eu et AIACE-GENERAL@ec.europa.eu Le cas échéant, ils pourront vous rappeler si nécessaire entre 9h30 et 12h30. Le courrier postal n'est plus distribué non plus.

Merci de votre compréhension

Due to the closure of the Commission buildings, the Secretariat works from home. Unfortunately, it is no longer possible to call them. It is possible to get in touch by e-mail at the usual addresses: aiace-int@ec.europa.eu and AIACE-GENERAL@ec.europa.eu. They will be able to call you back if necessary between 9:30 and 12:30. Postal mail is no longer delivered either.

Thank you for your understanding.



Secrétariat de l'AIACE internationale
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo



2021PORTUGAL.EU

Presidência Portuguesa do Conselho da UE
Présidence portugaise du Conseil de l'UE
Portuguese Presidency of the Council of the EU

